



OCTOBRE 2024

Assurances des entreprises **ÉTAT DU MARCHÉ & PERSPECTIVES**

2025

Remerciements

L'Amrae adresse ses remerciements aux partenaires qui ont contribué à la réalisation de cette publication.



Recherchons la stabilisation



François Beaume
VP Amrae



Alain Ronot
VP Amrae

Tel était le vœu que nous avons formulé l'année dernière dans notre éditorial de l'état du marché 2024. Force est de constater que, sur certains segments, le retour à la stabilité est amorcé. C'est en tout cas ce qui ressort de notre État du marché des assurances 2025. Cette année encore, l'Amrae a poursuivi ses échanges et collecté les informations clés auprès des courtiers d'assurances implantés en France représentatifs des petites, moyennes et grandes entreprises. Sur plusieurs segments de marché, la tendance est à l'accalmie. Les primes commencent à se stabiliser sur certaines branches de responsabilité civile (RC professionnelle, RC après livraison, responsabilité environnementale), sur les lignes financières mais aussi sur les dommages aux biens, à certaines conditions. Cette rupture avec un cycle haussier particulièrement contraignant pour les entreprises assurées, se double d'un regain d'appétit des assureurs pour des risques comme le cyber par exemple. Notons toutefois que nombre de renouvellements sont toujours en cours et susceptibles de déroger à ces tendances, d'autant que la pression des réassureurs se poursuit notamment sur les assurances de personnes.

L'accalmie perceptible cette année ne doit toutefois pas faire oublier les sujets majeurs sur lesquels les risk manager devront être vigilants. Dans un contexte géopolitique qui se complexifie de jour en jour, le débat sur les clauses sanctions doit plus que jamais s'ouvrir entre assureurs, courtiers et assurés, tout comme celui des exclusions guerre par exemple. À n'en pas douter, les risk managers auront encore un rôle majeur à jouer pour faire évoluer les pratiques marché.

Méthodologie

Glossaire utilisé pour les grandes tendances et les sous-tendances éventuelles (Focus)

CAPACITÉS ASSUREURS

La capacité totale offerte par le marché sur une branche, ou la capacité/limite de garantie offerte par certains acteurs.

TARIFICATION

Le processus par lequel le souscripteur de la compagnie d'assurance évalue le niveau de risque quand une cotation est demandée, le plus souvent en appliquant des guides de souscription, et définit une prime d'assurance (taux de prime appliqué à un critère de souscription, montant de prime, etc.).

PRIME D'ASSURANCE

La somme que paie le souscripteur d'un contrat d'assurance à un assureur en échange des limites et garanties définies au contrat.

FRANCHISE

La somme qui reste à la charge de l'assuré en cas de sinistre.

Un glossaire des acronymes utilisés est disponible en page 54.

Explications du tableau utilisé pour les focus

= STABLE **↗ AUGMENTATION** **↘ RÉDUCTION**

Décrit la tendance de la section pour la branche d'assurance concernée.

2023 - 2024

Indique la tendance de l'année pour comparatif.

COMMENTAIRES

Fournit une vision complémentaire sur la section.

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↘	=	
PRIMES	↗	↘	
TARIFICATION	=	↘	
FRANCHISES	↗	=	

TENDANCE DU MARCHÉ DES ASSURANCES (OCTOBRE 2024)

ÉVOLUTION 2023/2024	CAPACITÉS DES ASSUREURS	PRIMES	TARIFICATION	FRANCHISES
DOMMAGES DIRECTS ET PERTES D'EXPLOITATION (DDPE)	=	=	=	=
Focus : Risques Politiques, violences politiques et terrorisme (PVT – <i>Political Violence & Terrorism</i>)	=	↗	↗	=
Focus : <i>Supply chain</i> /Logistique (fournisseurs clés)	=	=	=	=
CONSTRUCTION : ASSURANCES DÉCENNALE, DO, RCD, ...	=	=	=	=
Focus : TRC/TRME (Tous Risques Chantier/Tous Risques Montage Essais)	=	↗	↗	=
Focus : RC Construction (Responsabilité civile)	=	=	=	=
AUTOMOBILE	=	↗	↗	↗
MARCHANDISES TRANSPORTÉES/MARINE CARGO	↗	=	=	=
Focus : Responsabilité affréteur	=	=	=	=
Focus : Assurance corps de navire	↗	↗	↗	=
RESPONSABILITÉ CIVILE (RC)	↗	↗	=	=
Focus : RC après livraison produits	=	=	=	=
Focus : RC Professionnelle	=	=	↘	=
Focus : RC Professionnelle <i>corporate</i>	↗	↗	↘	=
Focus : RC Professionnelle Banques	↗	↘	=	=
Focus : RC Professionnelle – professions réglementées	=	↗	=	=
Focus : RC Aviation/produits aéronautiques et spatiaux	↗	=	=	=
Focus : RC Prestataire sur site Nucléaire (RCPN)	=	=	=	=
Focus : Responsabilité environnementale et atteintes à la biodiversité	↗	=	=	=
RISQUE CYBER	↗	=	↘	=
LIGNES FINANCIÈRES (RCMS/FRAUDE/EPL/PTL)				
Focus : Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux (RCMS)	↗	↘	↘	=
Focus : Fraude et malveillance	↗	=	=	=
Focus : <i>Employment Practices Liability</i> (EPL)/Rapports Sociaux	=	=	=	=
Focus : PTL (<i>Pension Trustee Liability</i>)	=	=	=	=
Focus : K&R (<i>Kidnap & Ransom</i>)/Risques spéciaux	=	=	=	SO
RISQUE « CAPITAL HUMAIN »				
Focus : Missions professionnelles – Assistance (BTA)	=	=	=	=
Focus : Frais de santé France	=	↗	↗	SO
Focus : Frais de santé hors France	=	=	↗	=
Focus : Prévoyance France	=	↗	↗	=
Focus : Prévoyance hors France	=	↗	=	=
RISQUE CRÉDIT	↘	=	=	=
FUSIONS & ACQUISITIONS (M&A)/GARANTIES TRANSACTIONNELLES	↗	↘	↘	↘

Sommaire



7 DOMMAGES DIRECTS ET PERTES D'EXPLOITATION (DDPE)

- 8 Tendances générales
- 11 Focus : Programme DDPE
- 12 Focus : Risques Politiques, violences politiques et terrorisme
- 14 Focus : *Supply chain*



15 CONSTRUCTION

- 16 Tendances générales
- 17 Focus TRC/TRME France (Tous Risques Chantier/ Tous Risques Montage Essais)
- 17 Focus : RC construction (Responsabilité civile)



18 AUTOMOBILE

- 19 Tendances générales



21 MARCHANDISES TRANSPORTÉES/ MARINE CARGO

- 22 Tendances générales
- 24 Focus : Responsabilité affréteur
- 25 Focus : Assurance corps de navire



26 RESPONSABILITÉ CIVILE

- 27 Tendances générales
- 29 Focus : RC après livraison/produits
- 30 Focus : RC Professionnelle (RC Pro)
- 31 Focus : RC Professionnelle *Corporate*
- 32 Focus : RC Professionnelle Banques
- 33 Focus : RC Professionnelle – professions réglementées
- 34 Focus : RC aviation/produits aéronautiques et spatiaux
- 35 Focus : RC Prestataire sur site nucléaire (RCPN) (RCEN)
- 36 Focus : Responsabilité environnementale et atteintes à l'environnement



37 RISQUE CYBER

- 38 Tendances générales



39 LIGNES FINANCIÈRES

- 40 Focus : Responsabilité civile des mandataires sociaux (RCMS)
- 41 Focus : Fraude et malveillance
- 42 Focus : *Employment Practices Liability* (EPL)/Rapports sociaux
- 43 Focus : PTL – *Pension Trustee Liability*
- 44 Focus : K&R (*Kidnap & Ransom*)/Risques spéciaux



45 RISQUE « CAPITAL HUMAIN »

- 46 Focus : Missions professionnelles – Assistance (BTA)
- 47 Focus : Frais de santé France
- 47 Focus : Frais de santé Hors France
- 48 Focus : Prévoyance France
- 48 Focus : Prévoyance Hors France



50 RISQUE CRÉDIT

- 51 Tendances générales



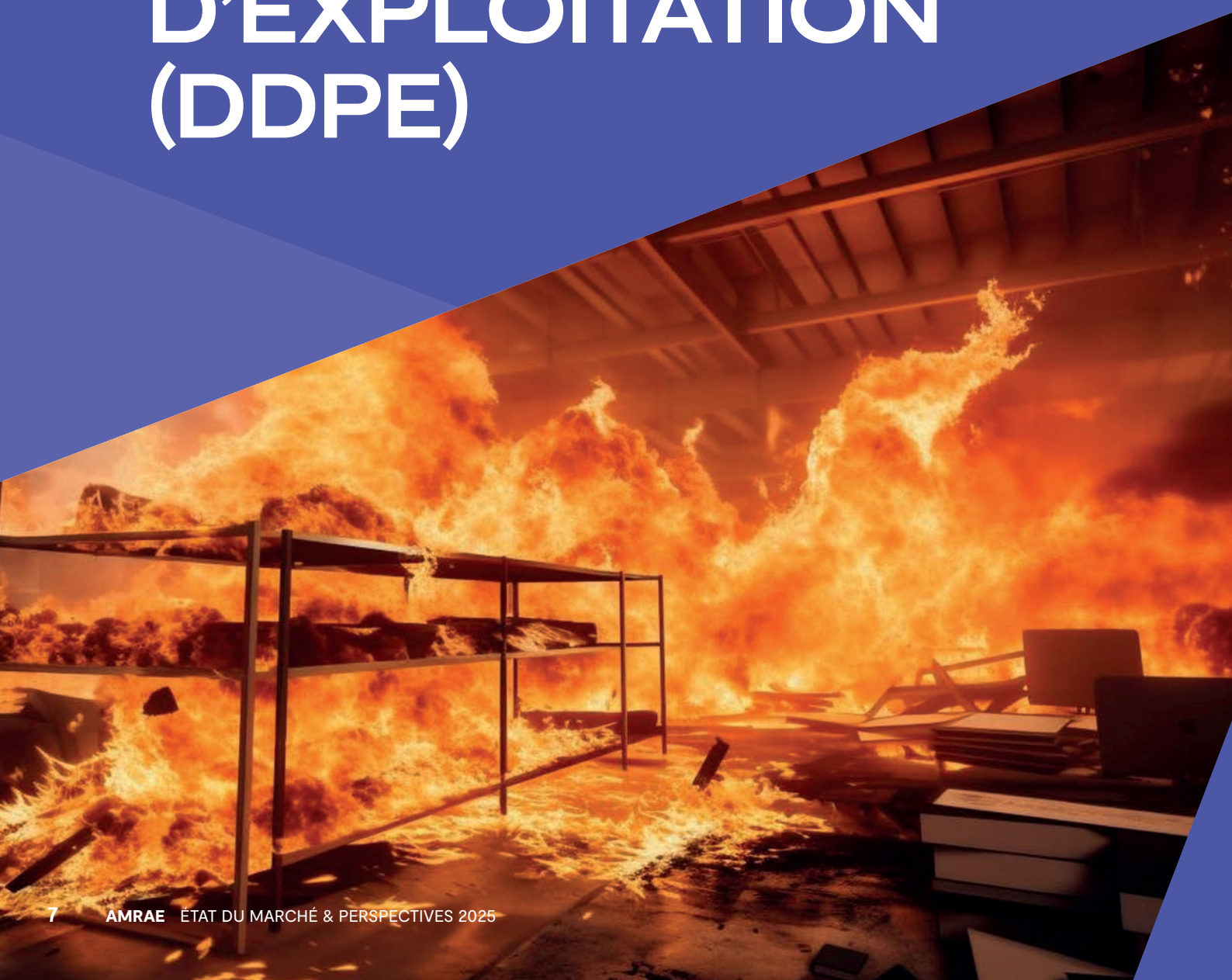
52 FUSIONS & ACQUISITIONS (M&A)/GARANTIES TRANSACTIONNELLES

- 53 Tendances générales

54 GLOSSAIRE



DOMMAGES DIRECTS ET PERTES D'EXPLOITATION (DDPE)





Tendances générales

CAPACITÉS

Des capacités stables avec des prémices de hausse

Les capacités par assureurs restent stables mais avec des acteurs nouveaux qui vont faciliter les placements de risques pour la campagne 2024/2025. Les capacités accordées par les assureurs vont dépendre des expositions aux événements naturels, aux risques géopolitiques mais aussi du secteur d'activité et du niveau de prévention/protection des sites de l'assuré.

Certains secteurs d'activité connaissent un regain d'appétit de la part des assureurs comme l'immobilier et l'hôtellerie. À noter, la mise en place de sous-limites en émeutes et mouvements populaires pour certaines activités et sur les marchés publics ainsi qu'une campagne de résiliation massive sur les risques en Nouvelle Calédonie.

Secteurs qui ne suivent pas ces tendances

Les assureurs sont généralement peu friands de risques liés au secteur d'activité de la Logistique en raison de la nature extrêmement variée des marchandises stockées dans les entrepôts. Ils sont toutefois disposés à accepter des renouvellements à l'identique pour des risques qu'ils estiment bien maîtrisés : ancienneté de la relation, qualité de la prévention et bons résultats en termes de sinistres. À noter également que les secteurs de la gestion des déchets, du *pulp & paper*, du traitement de surface, des batteries Li-ion, des *stockages & picking* automatisés non protégés par sprinklers conformément au standard en vigueur, du transport de voyageurs, des collectivités locales, du bois, et de l'agroalimentaire restent des segments très peu souscrits par le marché. La prévention et la perception de la qualité de la gestion des risques sont les critères déterminants.

Impact spécifique de l'inflation

L'impact de l'inflation semble moins notable pour 2025 qu'en 2023. L'indice RI (risques industriels) en France a même diminué en 2024. Toutefois, pour les programmes internationaux, il reste une vigilance sur certains pays avec de fortes inflations/variations de taux de change en 2024.

Impact spécifique du contexte géopolitique

De nouvelles exclusions ou délimitations d'étendue de la territorialité sont apparues en lien avec les événements géopolitiques récents en Israël, ou a minima les territoires palestiniens (bande Gaza et Cisjordanie) qui s'ajoutent à la Russie ou à la Biélorussie, sous le coup des clauses sanctions. L'Ukraine est un cas spécial, car certains assureurs accordent dans le cadre de programmes internationaux des garanties en premier risque à hauteur de

5 M€ à 10 M€ à l'exception des régions du Donbass, de la Crimée, Donetsk, Lougansk, Sébastopol, ainsi que toutes les régions non contrôlées par le gouvernement ukrainien alors que d'autres excluent ce pays du cadre de leur territorialité. Les émeutes de fin juin/début juillet 2023 en France et celles, plus récentes, en Nouvelle Calédonie, devraient accentuer le mouvement de réduction des limites de garanties « Grèves, Emeutes, Mouvements Populaires » (SRCC - *Strikes, Riots and Civil Commotion*) sur les activités exposées et dans les zones territoriales exposées notamment la Nouvelle Calédonie.

Enfin, l'exclusion cyber dans les contrats d'assurance Dommages aux biens est de plus en plus large et restreint la couverture accordée en dommages (incendie, explosion) posant un problème de continuité de garantie avec les couvertures cyber autonomes.

Impact spécifique événements naturels

Le changement climatique est pour le marché une préoccupation majeure qui, à terme, devrait en bouleverser l'économie.

D'une part, les événements météorologiques aigus (inondations pluviales ou fluviales, tempêtes, chutes de neige, de grêle, etc.) ont encore impacté lourdement la sinistralité du marché avec un poids encore très élevé en France en 2023. À l'échelle mondiale, l'année 2023 a eu de fortes conséquences avec le poids des orages convectifs aux USA et, à un degré moindre, les inondations en Italie. 2024 s'annonce dans la même tendance, avec notamment, parmi les événements récents, la tempête Boris en Europe centrale et une saison des tempêtes tropicales aux USA qui s'annonce complexe. L'accélération de ces phénomènes entraîne une pénurie d'assurance dans les zones exposées se traduisant par des hausses de franchise, une tension sur les primes et une réduction des sous limites par péril dans les zones exposées. La crainte d'une inassurabilité climatique commence à poindre, en particulier aux USA.

Les feux de forêt ou de broussailles résultant de l'effet conjugué des sécheresses et des vagues de chaleur prennent des proportions inquiétantes et concernent des zones de plus en plus septentrionales en France et en Europe en menaçant autant les actifs industriels et les infrastructures que les particuliers : des actions spécifiques de diagnostic et de prévention seront nécessaires pour maintenir l'assurabilité des actifs exposés à ce péril.

Le changement climatique induit d'autres effets dits chroniques, tels que stress hydrique (déficit entre besoins en eaux et ressources en eau pour un territoire donné) et vagues de chaleurs récurrentes. À noter que les conséquences de ces deux phénomènes ne sont pas assurées par les polices dommages classiques sauf à ce qu'ils aient produit des dommages.



D'autre part, la transition énergétique et écologique, qui vise à décarboner l'économie induit elle aussi des risques nouveaux : l'électrification de l'économie et en particulier de la mobilité se traduit par la multiplication de la présence de batteries dans les chaînes de valeur. La sinistralité induite est significative et inquiète les assureurs car la maîtrise du risque et en particulier l'extinction des feux de batteries est très problématique. Le développement à grande échelle de la production d'énergie renouvelable (champs d'éoliennes terrestres ou *offshore*, installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments, ou fermes solaires, production d'hydrogène, etc.) est vu par les assureurs comme porteur d'un risque de développement expliquant une grande prudence dans la souscription de ces risques alors même que l'assurance est une des conditions de leur développement.

PRIMES

Stabilité du marché

Les renouvellements ont été haussiers pour certains comptes (sinistralité, exposition, taille, qualité), alors que d'autres ont bénéficié de diminutions de taux significatives (CAC 40 avec captivité, bonne sinistralité, etc.).

L'appétit des assureurs sur les risques standards (bon risque dans leur cible) a eu pour impact des réductions de taux de prime pour conserver leurs affaires et leurs participations.

Secteurs qui ne suivent pas ces tendances

Agroalimentaire, stockages froid, transport de voyageurs (SRCC), collectivités locales, travail du bois, gestion des déchets, traitement de surface électrolytique, risques sinistrés et risques avec niveau de prévention/protection jugés insuffisant.

Impact spécifique de l'inflation

Attention accrue portée à la mise à jour des capitaux assurés et à la qualité des données transmises.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Clause Sanction usuelle. La présence de risques en Israël amènera une tarification fortement majorée et des restrictions ou exclusions sur certains risques considérés comme accrus et ce, sans spécificité sectorielle.

Impact spécifique événements naturels

Le changement climatique est pour le marché une préoccupation majeure qui, à terme, devrait en bouleverser l'économie. Des réductions d'engagement ont déjà été constatées (grêle...). L'impact des sécheresses (fissures...) même s'il concerne principalement les particuliers, affectera inmanquablement, par ricochet, les grands risques (cf. augmentation CATNAT prévue pour 2025). Le sujet n'est cependant pas spécifique à un secteur.

TARIFICATION

Tendance stable sur le *middle market*

Des baisses tarifaires ont pu être pratiquées sur le segment grands comptes pour les dossiers rentrant dans les cibles des assureurs avec des profils de risques de bon niveau (prévention, rétention, etc.) ou statistiques. Ces baisses peuvent être significatives, certaines à deux chiffres. Ces baisses peuvent être amplifiées pour les dossiers qui ont subi de très fortes majorations ces dernières années et qui ont remédiées aux problématiques rencontrées. Sur le segment du *middle market*, la tendance est plus à la stabilité. La différence d'approche s'explique par une différence marquée entre les assureurs mondialisés qui ont globalement d'excellents résultats, et les assureurs franco-français qui souffrent de la forte sinistralité en France, notamment avec les événements naturels (grêles, inondation) ou les émeutes de 2023. L'évolution des taux de prime va dès lors dépendre de divers éléments : la modélisation des événements naturels (y compris secondaires) et les activités, sachant que le nouveau taux de la contribution catastrophe naturelle (20 % au lieu de 12 %) aura un effet négatif sur les primes sur le périmètre France avec application à la date anniversaire de la police postérieurement au 1^{er} janvier 2025.

Secteurs qui ne suivent pas ces tendances

Agroalimentaire, stockages froid, transport de voyageurs (SRCC), collectivités locales, travail du bois, gestion des déchets, traitement de surface électrolytique, risques sinistrés et risques avec niveau de prévention/protection jugé insuffisant.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Clause Sanctions usuelle. France Assureurs cherche à homogénéiser les clauses sanctions qui diffèrent d'un assureur à l'autre de manière à protéger ses membres vis-à-vis des risques de compliance.

Impact spécifique événements naturels

L'augmentation des surprimes catastrophes naturelles en France de 12 % à 20 % au 1^{er} janvier 2025 va avoir des conséquences directes sur le budget de prime sur ce périmètre. Cette augmentation de prime de 8 % taxée à 9 % sera lourde pour les assurés. L'augmentation, si elle n'est pas compensée par des baisses de taux, peut représenter pour une entreprise uniquement en France et soumise à une surprime GAREAT de 18 %, une augmentation TTC d'environ 6 %.



FRANCHISES

Franchises stables

Les franchises sont stables, avec un changement de tendance possible, notamment en événements naturels, y compris hors catastrophes naturelles telle que la grêle.

Secteurs qui ne suivent pas ces tendances

Les assureurs sont généralement peu friands de risques du secteur de la Logistique en raison de la nature extrêmement variée des marchandises stockées dans les entrepôts. D'autres secteurs suivent cette tendance haussière : *pulp & paper*, agroalimentaire, gestion des déchets, traitement du bois.

On assiste à de très fortes augmentations des franchises sur les risques aggravés (manque de prévention/protection), pouvant aller jusqu'au doublement de certaines franchises.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Clause Sanctions usuelle.



MICHEL JOSSET

Président de la commission Prévention et Dommages et référent climat de l'Amrae

« L'intensification des risques physiques liés au changement climatique oblige les acteurs économiques à s'adapter, c'est-à-dire à mettre en place une démarche systémique d'analyse des risques et d'adaptation site par site. La mise en place de cette démarche d'adaptation conditionne le maintien de l'assurabilité des activités. Sa mise en œuvre nécessite un partenariat technique avec l'assureur (partage des données d'exposition, audits du risque climatique, quantification des scénarios, catalogue de recommandations et partage de bonnes pratiques, etc.). La capacité des assureurs à assister techniquement les assurés dans leur démarche d'adaptation et le reflet des actions d'adaptation des assurés dans la tarification doivent désormais être un critère de sélection des assureurs. En matière de risque de transition, la mise en place d'un dialogue technique entre assuré et assureurs en ce qui concerne les innovations liées à la transition écologique et énergétique est nécessaire pour garantir l'assurabilité de ces nouvelles activités. »



FOCUS

PROGRAMME DDPE





	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↘	=	<p>Les capacités marché augmentent d'environ 10 %. Cela est dû à l'arrivée de nouveaux entrants : Somp, Everest, Volante et d'autres sont attendus sur le dernier trimestre de l'année. En outre, c'est le retour d'une certaine agressivité commerciale chez les assureurs majeurs pour le marché Dommages.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Quelques assureurs ont drastiquement révisé leur politique de souscription (MMA, Groupama, etc.) et plusieurs secteurs ne suivent pas cette tendance : l'agroalimentaire non protégé, le secteur bois, la gestion des déchets et les comptes sinistrés.</p> <p>Il y a une vigilance accrue des porteurs de risques sur leurs engagements globaux dans certaines zones sensibles. Le segment <i>middle market</i> est plutôt dans une phase de stabilité. Le marché des grands risques en revanche est redevenu très compétitif. La tension reste importante avec la volonté des assureurs de réduire leur exposition à la volatilité. Ils se montrent particulièrement vigilants sur les phénomènes d'orages convectifs ou « <i>Severe convective storms</i> » (qui ont coûté plus de 60 Md \$ aux USA selon le <i>Insurance Information Institute</i> en 2023) et qui sont plus difficiles à modéliser.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Secteur agroalimentaire non protégé, secteur du bois, des déchets et comptes sinistrés.</p> <p>Impact spécifique événements naturels Quelques assureurs tentent de passer des limitations « vent » en France. Le sujet de l'inondation en Floride, renforcée par le réchauffement du climat et la concentration des richesses, reste présent. Le changement climatique amplifie clairement les phénomènes convectifs, comme l'allongement de la saison cyclonique. De plus en plus de modélisation des cartes et des outils de tarification sont utilisés chez les assureurs et réassureurs.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Impact sur les valeurs déclarées.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Identique à 2023.</p>
PRIMES	↗	↘	<p>Les primes ressortent en baisse de 0 à 10 %. Le segment <i>middle market</i> est plutôt dans une phase de stabilité. Le marché des grands risques en revanche est redevenu très compétitif.</p> <p>De manière générale, l'intégration est constatée des événements naturels « secondaires » tels que grêle, incendies de forêt et augmentation des primes pour les expositions vents et inondations particulièrement sur certaines zones telles que les US ou les Caraïbes.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Travail du bois, agro-alimentaire (panneaux sandwich) non <i>sprinklé</i>, traitement des déchets, traitement de surface électrolytique, risques sinistrés ou avec un niveau de prévention/protection insuffisant.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Impact sur les valeurs déclarées.</p>
TARIFICATION	=	↘	<p>Même constat que ci-dessus.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Forte augmentation lorsqu'il y a des tarifications locales (cf. Tremblement de terre en Turquie). Secteurs agroalimentaire non protégé, travail du bois, gestion des déchets et affaires sinistrées.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Impact sur les valeurs déclarées.</p>
FRANCHISES	↗	=	<p>Les franchises sont fortes pour permettre de maintenir l'assurabilité avec une augmentation des franchises dans les zones à risques.</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

RISQUES POLITIQUES, VIOLENCES POLITIQUES ET TERRORISME

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS			<p>Dans l'ensemble les assureurs ont maintenu leurs capacités et souhaitent développer leur portefeuille. Le marché continue d'offrir une large gamme de couvertures malgré une sélection des risques plus importantes et une souscription plus mesurée. Ces durcissements dans les conditions de souscription portent principalement sur certains risques (SRCC et Guerre) et certains secteurs d'activité (<i>retail</i> notamment) en raison d'une sinistralité aggravée au cours des dernières années (Ukraine, Afrique du Sud, Sénégal et Amérique latine) et d'une instabilité sécuritaire accrue (Moyen-Orient, Afrique et Asie du Sud/Sud-Est).</p> <p>À noter qu'il devient plus difficile d'obtenir de nouvelles capacités sur certains pays à haut risque (zone sahélienne par exemple) notamment pour les affaires nouvelles. Les assureurs sont également prudents sur la région Chine/Taiwan et souhaitent désormais mieux apprécier le risque à couvrir, en disposant notamment de la localisation précise des actifs du périmètre (demande récurrente des assureurs).</p> <p>Certaines extensions des polices de type CBI (<i>business interruption</i>), NDBI (<i>non-damage business interruption</i>), <i>customers/suppliers</i> sont, pour certains programmes internationaux, difficiles à obtenir pour des montants de garantie élevés.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance</p> <p>Les secteurs de la défense, du nucléaire, des énergies fossiles. Les capacités sont réduites voire supprimées pour les risques situés à Taiwan, en Israël, au Liban. Quelques capacités demeurent disponibles en Israël, au Liban, en Ukraine mais à des conditions adverses.</p> <p>À noter, un recul des assureurs dommages pour les risques situés en Nouvelle Calédonie et une attention particulière aux répercussions sur le marché PVT.</p> <p>Impact spécifique lié à l'inflation</p> <p>L'augmentation du coût de la vie engendre une hausse des mouvements populaires dans le monde entier – y compris dans les pays développés. L'inflation reste une source de conflits sociaux et un risque accru de mouvements populaire.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique</p> <p>En complément de l'exclusion territoriale Russie, Ukraine & Biélorussie, Moldavie, les assureurs excluent maintenant Israël. Les risques à Taiwan font généralement l'objet de sous-limites, les extensions erreurs et omission et garanties automatiques sont refusées par certains assureurs pour ce pays. Les risques au Liban sont monitorés/acceptés après étude très précises en fonction de l'adresse des sites concernés.</p> <p>Impact spécifique événements naturels</p> <p>L'instabilité politique, les conflits liés à l'usage de l'eau, les mauvaises récoltes et les pénuries alimentaires, les mouvements de populations, conséquence du changement climatique pourraient engendrer une augmentation des conflits, des risques de guerre d'une part, et d'émeutes et mouvements populaires d'autre part.</p>
PRIMES			<p>Pour les programmes violences politiques & terrorisme, des majorations de primes entre 10 % et 30 % sont pratiquées en fonction du périmètre géographique, du secteur d'activité et de la sinistralité de l'assuré. Les majorations sont plus importantes en Terrorisme & Sabotage uniquement : + 10 % de majoration avec une incertitude concernant le renouvellement des traités d'assurance et de réassurance. En outre, la réassurance est plus coûteuse sur 2023 puis 2024, ce qui influe sur le niveau de prime à la hausse.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance</p> <p><i>Retail</i> sur la partie SRCC et zones géographiques particulièrement exposées à la violence politique (Afrique/MENA).</p> <p>Impact spécifique de l'inflation</p> <p>Ces hausses tarifaires sont également à mettre en regard avec la hausse des valeurs à assurer (et de facto avec l'inflation).</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique</p> <p>Les capacités sont très limitées sur Taiwan, Moldavie, Israël et le Liban. Tout événement majeur aura des impacts négatifs sur le marché. Les exclusions Russie et Ukraine sont maintenues.</p>



TARIFICATION			<p>Retour à une certaine stabilité dans le montant des primes appelées à la suite d'une période de hausse sur plusieurs exercices successifs. Les assureurs pourraient continuer à exiger des hausses de prime pour équilibrer leurs comptes dans un contexte sinistrogène.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance</p> <p>Les assureurs restent prudents sur les activités Distribution (<i>retail</i>), mines, ports et terminaux. Ils sont également prudents sur le cumul de leurs expositions, notamment dans les pays les plus sensibles.</p> <p>La recherche de capacités dans des zones sensibles peut générer de fortes (voire très fortes) majorations en fonction du niveau des capacités recherchées. Le mix tarif/capacités disponibles peut être très volatil d'un mois à l'autre/d'une semaine à l'autre en fonction de l'évolution de la situation géopolitique du pays.</p>
FRANCHISES			<p>Cette année, les renouvellements se sont faits sur la base de franchises à l'identique. Elles peuvent être revues à la hausse afin de lutter contre une majoration tarifaire mais, dans les négociations récentes, l'augmentation du niveau des franchises n'a généralement pas permis d'obtenir une réduction de prime intéressante.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances</p> <p>Sur les risques SRCC sur le <i>retail</i>, les captives ont un réel impact sur la tarification.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique</p> <p>Sur certains pays le niveau de franchise SRCC est augmenté à la suite de sinistres récents ou d'une situation géopolitique délicate (Sénégal, Niger par exemple).</p>

STABLE AUGMENTATION RÉDUCTION



FOCUS

SUPPLY CHAIN (FOURNISSEURS CLÉS)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Le marché des risques <i>supply chain</i> est toujours tendu. Les capacités sont en baisses voire disparaissent pour certains clients. Les carences indirectes/suite à CAT sont de plus en plus considérées comme de la NDBI (non-damage business interruption en anglais) par les assureurs. Il n'existe plus de capacité de pertes d'exploitation sans dommages, en dehors des solutions captivées ou paramétriques.</p> <p>Les capacités carences de fournisseurs, prestataires ou clients restent sous contrainte notamment pour les carences de Tier2+ (carence dite « indirecte ») et les carences sans dénomination et géolocalisation des sites de fournisseurs, prestataires ou client. Toutefois, ce mouvement ne s'est pas accentué en 2023 et 2024.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Sensibilité aggravée particulière pour les semi-conducteurs, le secteur de la chimie et les équipementiers automobiles.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Impact sur la valeur des flux.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusion des territoires à risques (Israël, Palestine), des sous-limites SRCC (<i>Strikes, Riots and Civil Commotion</i>) qui sont de plus en plus demandées notamment sur certains territoires. Tension sur les capacités octroyées sur Taiwan. Les carences indirectes deviennent très difficiles à obtenir hors certains comptes du CAC 40.</p> <p>Impact spécifique événements naturels Vigilance accrue des porteurs de risques sur leurs engagements globaux dans certaines zones sensibles notamment sur les expositions événements naturels.</p>
PRIMES	=	=	Stabilisation. Sujets déjà présents lors des derniers renouvellements.
TARIFICATION	=	=	Les assureurs continuent à demander des listes de fournisseurs dénommés et veulent une meilleure connaissance de leurs expositions en <i>Contingent Business Interruption</i> (expositions CAT mais également géopolitiques).
FRANCHISES	=	=	Travail des assureurs sur les franchises mais aussi sur des sous-limites différenciées.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



CONSTRUCTION





Tendances générales

CAPACITÉS

Des capacités stables avec des disparités

Sur ce marché, les capacités globales sont stables avec toutefois des disparités. En assurance dommages-ouvrage, les capacités se réduisent avec en parallèle des opérations de construction dont les valeurs sont très importantes (*Gigafactories*, data center, appels d'offres publics, etc.). Malgré l'émergence de quelques nouveaux acteurs, il demeure une grande prudence dans le choix des opérations. D'autres acteurs se sont retirés de la branche (MMA). Les augmentations restent limitées et adaptées au résultat technique des promoteurs. Globalement les assureurs accompagnent les promoteurs en cette période de crise dès lors que la structure de l'entreprise est viable.

En Responsabilité Civile Décennale, le marché anticipe que les conséquences de la crise des promoteurs va se faire ressentir sur les chiffres d'affaires 2025 des entreprises de BTP. Une hausse est à prévoir car les assureurs voudront anticiper cette baisse d'activité sur une branche en capitalisation. Des jurisprudences marquantes en 2024 ont créé quelques revirements et des incertitudes sur l'obligation d'assurance. Les acteurs se réduisent avec la sortie d'un major sur la branche Construction.

Secteurs qui ne suivent pas ces tendances

En Dommages-ouvrage, lorsque le projet sort du cadre des traités de réassurances et nécessite l'achat de facultative, les conditions techniques d'accès à l'assurance, imposées par les réassureurs, sont beaucoup plus strictes. À noter également, les secteurs de la géothermie, de la géotechnique, du chauffage urbain.



TOUFIK BARICHE
Président
de la commission
construction et
immobilier
de l'Amrae

« Le marché de l'assurance construction évolue dans un contexte complexe : la crise du BTP, l'inflation, les risques liés à la transition énergétique et les nouvelles réglementations poussent les assureurs à adapter leurs offres et à renforcer leurs exigences. »

PRIMES

Un marché contrasté

Tendance contrastée avec la stabilité de la politique tarifaire pour la plupart des acteurs. Certains pratiquent toutefois des hausses sensibles résultant principalement du renchérissement du coût des matériaux, combiné à un effet rattrapage pour cause de pertes sur d'autres lignes et d'une sinistralité globale toujours élevée sur celle-ci.

Impact spécifique de l'inflation

Augmentation du coût des matériaux, raréfaction des ressources et défaillance d'entreprises.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Gel des actifs d'opération avec des financements d'origine russe.

TARIFICATION

Stable

Maintien de l'appétit de la plupart des acteurs sur les risques standards. Les risques plus complexes ou techniques (ex. : ENR) font l'objet d'un processus de souscription plus contraint.

La tarification varie selon le type de police (police annuelle ou police chantier) : en police annuelle la considération du rapport sinistres à primes (S/P) et la tendance des 4 dernières années permet d'obtenir en moyenne une réduction d'environ 50 % de la majoration annoncée, alors que sur une police chantier la tarification est plus certaine. Non majoration avec une tendance plus large en TRC du fait de davantage de concurrence : -15 % possible contre -5 % ou -10 % maximum en Dommages-ouvrage du fait d'un nombre moindre d'acteurs.

En hausse, pour l'assurance Dommages-ouvrage sauf pour les bureaux pour lesquels les taux restent compétitifs.

FRANCHISES

Globalement stable

Compte tenu de la crise du secteur beaucoup d'acteur font le choix d'une augmentation de franchise plutôt qu'une augmentation de la prime.



FOCUS

TRC/TRME

(TOUS RISQUES CHANTIER/TOUS RISQUES MONTAGE ESSAIS)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Capacité globale stable avec toutefois une volonté des assureurs de partager le risque à partir de seuils moins élevés qu'auparavant par le biais de la coassurance. Cette tendance est visible sur le secteur industriel français notamment sur les énergies renouvelables. Ainsi malgré une augmentation sensible des appétits des assureurs, les placements se font toujours en coassurance.</p> <p>Secteur ne suivant pas cette tendance : logement d'habitation.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation : vigilance particulière sur les coûts de reconstruction après sinistre.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique : exclusion SRCC (mouvements et émeutes populaires), pays non couverts selon le contexte géopolitique.</p> <p>Impact spécifique événements naturels : capacités de plus en plus limitées de manière volontaire pour les événements naturels.</p>
PRIMES	↗	↗	<p>Légères hausses de l'ordre de 5 %.</p> <p>Secteur ne suivant pas cette tendance : logement habitation.</p>
TARIFICATION	↗	↗	<p>Faible augmentation notamment en Tous risques montages essais, de l'ordre de 5 %.</p> <p>Impact spécifique événements naturels : événements naturels et augmentation du GAREAT de 12 % à 20 % au 1^{er} janvier 2025.</p>
FRANCHISES	↗	=	<p>Stables.</p> <p>Secteur ne suivant pas cette tendance : logement habitation.</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION

FOCUS

RC CONSTRUCTION (RESPONSABILITÉ CIVILE)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Maintien des capacités globales du fait d'un retrait ou resserrement de la politique de souscription des assureurs compensée par l'entrée de nouveaux acteurs généralistes comme Protector (assureur Norvégien), le Lloyds, le développement de Sogessur et l'ouverture de certains assureurs sur des segments spécifiques (ex. : MAPA). Les capacités restent bonnes également sur les lignes <i>excess</i> avec des nouveaux acteurs tels que Everest, Sampo, Chubb, AIG, HDI. À noter que certaines garanties sont de plus en plus difficiles à obtenir, notamment en RC Promoteur comme les troubles anormaux de voisinage ou encore les non-conformités involontaires.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique : clause sanctions.</p>
PRIMES	↗	=	<p>Les primes sont globalement identiques sauf en cas de dérive de la sinistralité ou une augmentation de chiffre d'affaires de plus de 10 % de l'entreprise assurée. Quelques hausses ont également été constatées sur des risques à l'équilibre.</p>
TARIFICATION	↗	=	<p>Les tarifications sont à l'identiques sauf en cas de hausse de la sinistralité. Les assureurs cherchent toujours à réaliser des affaires mais sont regardant quant à la qualité du risque. Ainsi certaines garanties sont de plus en plus difficiles à obtenir.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Les franchises sont stables mais dépendent beaucoup des résultats techniques.</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



AUTOMOBILE





Tendances générales

CAPACITÉS

Capacités toujours restreintes

Après les désengagements de certains assureurs sur le marché des flottes en 2023, AIG un acteur important des flottes a suspendu en septembre 2023 toute nouvelle souscription pour les flottes TPM, TPV et location courte durée (LCD) venant ainsi accentuer la difficulté d'assurer ces risques. Les capacités restent toujours restreintes sur un périmètre plus large d'activités à forte volatilité et/ou intensité : TPV, LCD, circulation sur zone aéroportuaire, certains TPM, nouvelle motorisation, etc.

Les programmes internationaux à l'export n'attirent que peu d'acteurs et les politiques de souscription se durcissent. Par ailleurs, les capacités sont en baisses sur les garanties dommages.

Secteurs ne suivant pas cette tendance

Flotte automobile, hors risque aggravé, pour un parc inférieur à 1 000 unités. Les assureurs se recentrent sur le cœur du marché.

Impact spécifique de l'inflation

Il convient d'apporter une grande vigilance au suivi des contrats avec Franchise RC afin de requalifier régulièrement les hypothèses budgétaires et les impacts financiers à la charge directe des assurés. Il y a en outre un impact important des coûts de réparation (8 à 10 %) et de l'augmentation du forfait IDA.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Depuis le 1^{er} avril 2024, la carte verte a disparu pour tous les véhicules immatriculés. Pour la circulation dans la plupart des pays de l'Union européenne, la plaque d'immatriculation française vaut présomption d'assurance. Il est nécessaire d'avoir une Carte internationale d'assurance automobile (IMIC), en version papier, en cas de déplacement dans l'un de ces pays : Albanie, Azerbaïdjan, Maroc, Moldavie, République de Macédoine du Nord, Tunisie, Turquie, Ukraine.

PRIMES

Des primes toujours en hausse

La tendance est maintenue à la hausse pour 2025 entre 5 et 10 % du fait notamment de :

- l'inflation sur les coûts de réparations (+ 7,9 % en moyenne au 1^{er} semestre 2024 par rapport à la même période en 2023), avec en particulier une évolution du coût des pièces détachées de + 9,9 % ;
- la forte hausse du forfait IDA (+ 10 % en 2024) pour intégrer l'augmentation de ces coûts.

De nouvelles majorations peuvent même être anticipées du fait de la surprime catastrophes naturelles qui passera de 6 à 9 % au 1^{er} janvier 2025. En revanche, il est à noter une remontée des fréquences sinistres, l'impact des systèmes avancés d'aide à la conduite des véhicules neufs ne se fait pas encore ressentir massivement du fait d'un renouvellement ralenti du parc automobile.

Impact spécifique de l'inflation

Transport public de voyageurs. En outre, les flottes importantes font l'objet de mesures personnalisées après analyse des résultats.

Impact spécifique de l'inflation

Exclusion de la Russie et des parties en guerre de l'Ukraine.

Impact spécifique événements naturels

Survenance d'événements climatiques pénalisant les résultats assureurs hors Cat. Nat. (récurrence de période de grêles sur les exercices passés).



TARIFICATION

En hausse de 5 à 9 %

Les redressements tarifaires sont généralisés depuis 3 ans : entre 6 % et 10 % sur les flottes d'entreprise essentiellement constituées de véhicules légers, inférieurs à 15 % sur le TPM, TPV et LCD (manque de concurrence et situation de captivité vis-à-vis des assureurs tenants). Les primes parviennent à rester à l'identique à condition d'augmenter le taux de rétention de manière très significative. Les perspectives ne s'annoncent pas plus favorables puisque la tarification va intégrer l'augmentation des surprimes catastrophes naturelles au 1^{er} janvier 2025 et devrait suivre en partie l'évolution des coûts de réparations et du recours forfaitaire IDA en particulier sur les petites flottes. L'évolution étant souvent moins marquée sur des flottes TPPC dans le cadre de mise en concurrence.

Secteurs qui ne suivent pas ces tendances

Appel d'offres marchés publics et location courte durée. En outre, l'augmentation de la tarification sera plus importante pour les flottes TPM, TPV et location courte durée étant donné la raréfaction de l'offre et des résultats dégradés de ces segments.

Impact spécifique lié à l'inflation

Impact significatif de l'inflation des coûts de réparation (9,7% pièces de rechange, 8,1% peinture et 4,3% coût horaire moyen de la main d'œuvre, hausse du forfait IDA, etc.). Augmentation continue du coût moyen du bris de glace.

FRANCHISES

De plus en plus de rétention

Les stratégies de rétention des risques sont en hausse. Les hausses de franchises sont un ajustement nécessaire voire imposé pour le renouvellement de comptes déficitaires ou d'activités sensibles (TPV, LCD et TPM). De même, l'auto-assurance dommages et plus particulièrement du bris de glace (hausse des franchises, stops dommages, auto-assurance totale, etc.) se poursuit avec la mise en place de systèmes de contrôle de la réparation. Lorsque la rétention est forte, les primes peuvent être renouvelées à l'identique.

**PATRICK LACROIX**

Président de la commission Automobile de l'Amrae

« Face à l'augmentation tarifaire continue sur le marché de l'assurance des flottes automobile, les entreprises doivent être plus rigoureuses dans la gestion des sinistres de leur flotte, poursuivre les actions de prévention et élever leur niveau de rétention et d'auto-assurance pour maîtriser les budgets des primes dans l'avenir. »



MARCHANDISES TRANSPORTÉES/ *MARINE CARGO*





Tendances générales

CAPACITÉS

Retour de la concurrence

Sur ce segment, l'augmentation estimée de la capacité est de 20 %. Elle est liée notamment à l'arrivée de trois nouveaux acteurs en 2024 (SOMPO, ZURICH, EVEREST) et à la montée en puissance des assureurs arrivés en 2022 (BHSI, QBE). En outre, les assureurs sont revenus à des objectifs de croissance sur ce marché.

Concernant les matières premières, de manière générale, le nombre d'assureurs est toujours plus limité compte-tenu de la technicité et de la volatilité des risques et du rapprochement de certains acteurs.

En termes de risques de guerre, les assureurs sont plus restrictifs dans leur garantie avec l'exclusion du risque politique qui était une exception du marché français. La situation géopolitique depuis le conflit Ukraine/Russie a bouleversé les garanties proposées par les assureurs tant en risques ordinaires qu'en risques de guerre, y compris au titre des risques ordinaires.

Secteurs ne suivant pas cette tendance

Le segment des matières premières sur les possibilités de placement en apéritif, les risques industriels et les secteurs automobile et ferroviaire.

Impact spécifique de l'inflation

L'inflation est nécessairement prise en compte dans la valorisation des marchandises transportées et donc dans les limites de garantie.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Les capacités allouées à la souscription des risques de guerre peuvent s'avérer plus réduites selon les zones traversées. Les sanctions, restrictions Russie-Ukraine-Biélorussie et mises à jour sont régulières.

PRIMES

Retour à la stabilité

Au global, les primes sont stables. Les affaires qui étaient déficitaires ont été travaillées et la concurrence repart sur ce marché. Des baisses ont été constatées pour les affaires aux résultats statistiques équilibrés.

La croissance des encaissements de primes reste mesurée en France pour plusieurs raisons :

- l'impact de la nouvelle dynamique tarifaire moins agressive lors des renouvellements 2023 ;
- la contraction du volume du commerce mondial de marchandises de 1,2 % en 2023 ;
- la baisse probable du placement d'affaires étrangères sur le marché français ;
- la croissance des placements d'affaires françaises sur les marchés étrangers (Belgique, UK) ;
- l'impact du taux de change euro/USD, une part non négligeable de l'encaissement se faisant en USD.

À noter que le recours à des primes provisionnelles qui concernait majoritairement les marchandises de type industriel est devenu quasiment obligatoire pour les contrats de matières premières/fruits et périssables, à l'instar du marché anglais. Les quelques polices qui n'ont pas de prime provisionnelle sont des polices anciennes pour lesquelles les assureurs disposent d'un historique.

Secteurs qui ne suivent pas ces tendances

L'impact de ce nouveau cycle est différent d'un secteur à l'autre en fonction du niveau de risque. Les domaines qui attirent les compagnies d'assurance en quête de développement bénéficient de cette nouvelle orientation, en particulier le *middle market* et les grandes entreprises du secteur industriel et de la logistique (Programmes internationaux) sous réserve que les résultats soient acceptables.

Impact spécifique de l'inflation

Les assureurs doivent faire face à une plus grande volatilité du prix des matières premières dans leurs projections tarifaires tout en tenant compte d'une croissance du commerce mondial ralentie malgré une reprise plus nette en 2024.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Les surprimes Risques de guerre (RG) sont variables mais restent à des niveaux importants tant en Mer Noire qu'en Mer Rouge ainsi que pour l'Israël et le Liban. En outre, la situation géopolitique complique l'octroi des garanties Risques de guerre. Zones d'exclusions ou sur demande préalable plus importantes.



TARIFICATION

Stable voire légèrement baissière

Le constat est d'un retour à un marché globalement baissier en 2024, de façon plus marquée qu'en 2023 pour les polices ayant des résultats bénéficiaires, avec de gros volumes de primes (réductions observées pouvant aller jusqu'à 35 %). Les conditions de renouvellement sont plus conciliantes pour les polices ayant des résultats à l'équilibre et les majorations plus mesurées avec la possibilité de trouver des alternatives pour les polices ayant des résultats déficitaires. La tarification est généralement appréciée au cas par cas en fonction plusieurs critères notamment profil de risque, nature de la marchandise, voyage, navire, emballage, et résultats techniques.

Rappelons que les risques de guerre sont traités par des assureurs différents (le GAREX sur le marché français notamment – groupement d'assureurs/les assureurs anglais). Les tarifications dépendent d'une grille imposée et de la situation géopolitique des pays concernés. Avec l'apparition des nouveaux conflits (Russie/Ukraine, Mer Rouge, Israël/Liban) ayant entraîné des sinistres importants, les réassureurs se sont aperçus qu'ils n'étaient pas en mesure d'indiquer les primes qui s'y rapportaient. La pratique du marché est d'appliquer des taux combinés RO/RG (*waterborne*). De ce fait pour remédier à cette situation certains assureurs dont ceux réassurés par le GAREX demandent, dans le cadre de nouvelles études ou à l'occasion de renouvellements, de distinguer les taux RO des taux RG.

Secteurs ne suivant pas cette tendance

Même dans un contexte plus avantageux pour les assurés, les procédures et les politiques de tarification héritées de la période de marché dur restent en vigueur. Ce qui évolue, c'est l'aptitude du souscripteur à ajuster une position actuarielle afin de faire face à la concurrence ou d'acquérir de nouveaux clients.

Impact spécifique de l'inflation

Pas de répercussion sur les taux d'assurance mais impact potentiel sur les primes d'ajustement sur chiffres d'affaires.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Sanctions, restrictions Russie-Ukraine-Biélorussie et mises à jour régulières des garanties Risques de Guerre. À noter une détente sur la tarification des zones faisant l'objet de surprimes (sauf Mer Rouge) au regard de la sinistralité observée versus la prime générée pour le marché.

Les niveaux de tarification peuvent cependant évoluer de manière significative en quelques jours en fonction de la situation dans les zones concernées.

FRANCHISES

Un levier fort dans les négociations

Les niveaux de franchise sont globalement stables mais sont un levier de négociation qui peut s'avérer pertinent si le profil de la sinistralité le permet. Par ailleurs, on note une mobilisation de plus en plus fréquente de captives de réassurance pour capter la sinistralité de fréquence et d'intensité basse – voire moyenne – de certains programmes.



FOCUS

RESPONSABILITÉ AFFRÉTEUR

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Les acteurs restent peu nombreux sur ce risque. Le marché de l'assurance responsabilité civile des affréteurs connaît un resserrement de capacité, les souscripteurs devenant de plus en plus prudents et sélectifs, en se concentrant notamment sur les affréteurs bien établis avec de solides pratiques de gestion des risques. Ce changement est une réaction aux pertes récentes et à un environnement mondial plus difficile. De plus, les souscripteurs mettent davantage l'accent sur les exclusions, en particulier en ce qui concerne les risques émergents tels que les cybermenaces et les questions liées aux sanctions.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Clause sanction usuelle.</p>
PRIMES	↗	=	<p>La situation géopolitique complique l'octroi des garanties Risques de guerre (RG) qui sont même refusées sur certains pays comme la Russie ou l'Ukraine. Les tendances sont disparates en termes de primes. La réduction de capacité a entraîné un durcissement du marché, avec une hausse des primes alors que les souscripteurs tentent de concilier les risques avec une capacité limitée. Cette pression est aggravée par les réassureurs qui resserrent les conditions et réduisent leur propre capacité, rendant de plus en plus difficile pour les assureurs principaux d'offrir des limites de couverture élevées.</p> <p>Pas de rupture de tendance et, comme chaque année, des augmentations de 5 à 10 % des primes sont pratiquées pour faire face à l'augmentation du coût de la réassurance et des sinistres.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Clause d'exclusion territoriale excluant toutes conséquences du conflit Russo-Ukrainien, partout dans le monde, mais trouvant un impact plus particulier en Mer Noire.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>Pas de rupture de tendance sur la tarification. Les assureurs adoptent des stratégies de tarification plus différenciées, avec des augmentations de primes significatives pour les comptes à haut risque, tandis que ceux ayant des profils de risque solides pourraient connaître des hausses plus modérées.</p> <p>D'une manière générale, les taux sont globalement bas et les primes annuelles assez faibles, même pour des polices avec des tonnages importants.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Clause d'exclusion territoriale excluant toutes conséquences du conflit Russo-Ukrainien, partout dans le monde, mais trouvant un impact plus particulier en Mer Noire.</p>
FRANCHISES	=	=	Stables.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

ASSURANCE CORPS DE NAVIRE

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↗	↗	<p>La capacité « Corps » est en légère hausse (de 5 à 10 %) du fait de l'arrivée de SMA BTP sur le marché français et néerlandais et de la création de plusieurs agences de souscription (principalement à Londres).</p> <p>Sur les risques de construction navale, on observe une stabilité des marchés continentaux et nordiques (ou de très légères baisses) mais des baisses, parfois importantes à Londres où de nouvelles capacités émergent et des MGA se créent regroupant des capacités existantes ou se superposant avec elles, créant des effets d'aubaines sur certains programmes courts. Sur les programmes plus longs, il faudra juger de leur pérennité.</p> <p>Les assureurs Risques de Guerre profitent actuellement d'une très forte augmentation des surprimes du fait des tensions notamment en Mer Noire et Mer Rouge, sans grande sinistralité.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances</p> <p>Le segment vrac sec et liquide constitue toujours le cœur de l'appétit des assureurs alors que le marché est plus réduit sur les autres types de navires comme les rouliers.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique</p> <p>Les couvertures risques de guerre intéressent beaucoup certains assureurs du fait des surprimes générées. Les souscriptions sont opportunistes et les assureurs n'hésitent pas à changer drastiquement leurs termes et conditions si la situation évolue. Le marché peut être qualifié de volatile et d'hétérogène.</p>
PRIMES	↗	↗	<p>La bonne santé du marché de l'export en général, des prix à la construction (des navires) entraîne une augmentation mécanique des valeurs d'assurances donc des primes, même si quelques baisses ont été constatées.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique</p> <p>Les surprimes restent à des niveaux importants tant en Mer Noire qu'en Mer Rouge avec l'impossibilité de certains navires de transiter par cette dernière. Les niveaux de tarification peuvent évoluer de manière très significative en quelques jours.</p>
TARIFICATION	=	↗	<p>Les assureurs cherchent à augmenter leur ligne haute (<i>top line</i>) tout en préservant leurs bons résultats et sont, dans certains cas, disposés à augmenter leurs engagements tout en accordant de légères baisses sur des affaires sélectionnées.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation</p> <p>Les assureurs constatent une inflation du coût de réparation moyen (acier, main d'œuvre, etc.) et communiquent en ce sens sans impact réel. Mais c'est aussi parfois un motif de majoration.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique</p> <p>Surprimes risques de guerre importantes de/vers ports Russes en Mer Noire et surprimes modérées de/vers ports Mer Noire (hors Russie) et de/vers Russie (hors Mer Noire). La Mer Rouge, la corne de l'Afrique se sont rajoutées aux zones fortement sujettes à surprimes.</p>
FRANCHISES	=	=	Stables.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



RESPONSABILITÉ CIVILE



Tendances générales

CAPACITÉS

Hausse des capacités

Le marché reste dynamique, sans évolution notable par rapport à l'an passé. En effet, la hausse de capacités du fait de nouveaux entrants comme SOMPO ou bien encore ARCH est compensée par un retrait de capacités sur les expositions USA ou suite à remédiation de portefeuille (MMA) ou encore, de la fusion d'assureurs en cours (MSIG/MS AMLIN).

Les expositions aux USA restent un sujet majeur et certains assureurs poursuivent la réduction de leurs engagements sur cette exposition voire résilient tout ou partie de leur portefeuille avec exposition USA. De la même manière, les franchises/seuils d'intervention liés à ces risques sont en augmentation. À noter également que la capacité de mobilisation de capacités supérieures à 30 M€ par assureur se raréfie, notamment en présence d'un risque *Automobile Liability* aux USA. En revanche, les affaires *middle market*, qui peuvent être concernées par le manque d'assureurs sur les expositions USA, ne subissent pas d'augmentation des primes à l'exception des clients subissant les plans de remédiation. En effet ce marché très concurrentiel est plutôt orienté à la baisse ces derniers mois sur les affaires profitables.

Comme anticipé l'an dernier, le marché se durcit sur les PFAS ; de plus en plus d'assureurs les excluant formellement sans possibilité de négociation. Certains d'entre eux acceptent encore de limiter l'exclusion aux seuls fabricants, mais cette situation est très temporaire. Compte tenu de l'ampleur du problème (nettement plus vaste que celui de l'amiante), il est effectivement très probable qu'une exclusion absolue fasse son apparition dans les traités de réassurance au 1^{er} janvier 2025, ce qui supprimera toute possibilité de négocier un rachat ne serait-ce que partiel.

Des exclusions relatives aux réclamations ESG se développent chez certains assureurs, du fait de l'évolution de la législation et du contentieux corrélatif.

Secteurs ne suivant pas cette tendance

Groupes sans activité aux USA. Marché plus tendu pour certains domaines d'activités : agroalimentaire, auto, énergie (principalement ENR), pharma et chimie ainsi que pour les comptes sinistrés.

Impact spécifique de l'inflation

Le sujet de l'inflation a été assez peu présent lors des discussions des échéances intermédiaires 2024. Il se concentre sur le thème de l'inflation sociale et notamment de son expression aux USA où les *Nuclear Verdicts* en sont la manifestation extrême, sous l'angle de l'*Automobile Liability* en ce qui concerne les secteurs du Transport et de la Logistique.

Sur les grands risques, les primes augmentent désormais de manière régulière en suivant la courbe d'augmentation des chiffres d'affaires des assurés. Cette pratique est liée à l'inflation économique qui a vu augmenter le coût des sinistres proportionnellement.

Impact spécifique du contexte géopolitique

La mise en place et/ou le renouvellement de polices locales en Israël devient compliqué avec certains assureurs. Un questionnaire compliance devient obligatoire pour obtenir des rachats partiels d'exclusions même s'ils sont impossibles sur certains pays. Les exclusions Russie, Ukraine, Biélorussie sont maintenues.

Impact spécifique événements naturels

Vigilance sur la couverture feu de forêt et apparition, à la marge, d'exclusions de toute activité en zone AMAP (Antarctique) impulsées par la réassurance.

PRIMES

Des hausses contenues

Les primes ne sont pas impactées pour les assurés ayant une bonne sinistralité et une exposition USA maîtrisée. Toutefois, le marché est marqué par des hausses d'environ 5%. Les ajustements se font en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires assuré et/ou du volume de produits/prestations vendus.

Secteurs ne suivant pas cette tendance

Entreprises avec des expositions aux USA, secteurs nécessitant la mobilisation de capacités « Frais de Retrait » (Tiers et Assurés) importantes, secteurs tels que l'agroalimentaire, l'énergie (principalement ENR), la pharma et la chimie, les TPV ainsi que plus largement les comptes sinistrés.

Impact spécifique de l'inflation

L'inflation impacte le provisionnement des sinistres, en particulier corporels (hausse des coûts de santé).

Impact spécifique du contexte géopolitique

Nouveaux territoires exclus (Israël) et maintien des exclusions Russie, Ukraine, Biélorussie.

Impact spécifique événements naturels

Vigilance sur la couverture feu de forêt.

TARIFICATION

Stable sauf exception

Le processus de tarification est globalement stable à l'exception des garanties exposées (retrait tiers et assurés, contamination, frais de prévention), des expositions USA, et de certains secteurs spécifiques tels la chimie ou l'agroalimentaire ainsi que les comptes sinistrés. A contrario, les affaires perçues comme de « bonne qualité » peuvent bénéficier de baisses.

FRANCHISES

Stable

Le travail de remise à niveau des franchises pour éradiquer la sinistralité de fréquence a été mené ces dernières années. Certains assurés ayant pu subir des hausses de franchise importante arrivent à négocier des baisses si le risque est bien maîtrisé.



ERSIDA AGO
Présidente
de la commission
Responsabilités

« En 2024 nous observons un assouplissement du marché qui propose des T&C sans majoration pour les risques maîtrisés. Nous avons constaté un retour à la stabilité avec des renouvellements à l'identique pour « les bons risques ». La concurrence entre assureurs en RC est accrue et ces derniers revoient leur positionnement sur des nouveaux risques. L'appétence pour des activités à risque comme notamment le nucléaire est revenue et cette industrie attire à nouveau des assureurs qui se repositionnent. Le monde bouge et entraîne avec lui un remaniement des cartes pour le secteur de l'assurance. Néanmoins, la position est ferme pour les exclusions. Les entreprises investissent de plus en plus sur la qualité du risque : la qualité des données, une bonne prévention et la maîtrise de la sinistralité sont devenues les clés incontournables du renouvellement. Les États-Unis sont encore un marché critique avec une forte exposition et une réticence des assureurs, plusieurs assureurs se retirent de ce marché. »



FOCUS

RC APRÈS LIVRAISON PRODUITS

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Capacité globalement stable avec un choix d'assureurs important et une confirmation de l'émergence d'une deuxième ligne. La tendance est à la réduction de l'intervention des programmes groupes en augmentant les capacités des programmes locaux lorsqu'il est possible de le faire, même si les budgets relatifs à ces programmes sont souvent bien supérieurs au coût actuel.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Exposition USA et certains domaines d'activités : agroalimentaire, automobile, énergie (principalement ENR), pharma et chimie et ainsi que pour les affaires sinistrées.</p>
PRIMES	↗	=	<p>Dynamique budgétaire contrastée avec de légères baisses et des hausses de 5 à 7 %. Les baisses se concentrent sur les bons risques mais les hausses restent fortes en cas d'exposition USA et/ou des sinistres.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation En RC produits, l'inflation sociale est la principale préoccupation lorsque des pays <i>Common Law</i> font partie du périmètre assuré. La volatilité liée à ces expositions génère une approche prudente des assureurs qui vont – via la coassurance et la réassurance facultative – diluer leur risque et répartir leur capacité sur plusieurs lignes des programmes.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Les impacts sont les mêmes que dans toutes les autres lignes RC, avec des dérogations pour certains produits (notamment denrées alimentaires, produits agricoles, médicaments). Il est possible d'obtenir d'autres dérogations sous réserve de pouvoir présenter à l'assureur l'analyse KYC (connaissance client) faite par l'assuré.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>La tarification de ce segment de marché est stable avec des disparités entre les assurés non sinistrés et ceux ayant des expositions fortes aux USA.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation En RC produits, l'inflation sociale est la principale préoccupation lorsque des pays du <i>Common Law</i> font partie du périmètre assuré. La volatilité liée à ces expositions génère une approche prudente des assureurs qui vont – via la coassurance et la réassurance facultative – diluer leur risque et répartir leur capacité sur plusieurs lignes des programmes.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Les impacts sont les mêmes que dans toutes les autres lignes RC, avec des dérogations pour certains produits (notamment denrées alimentaires, produits agricoles, médicaments). Il est possible d'obtenir d'autres dérogations sous réserve de pouvoir présenter à l'assureur l'analyse KYC (connaissance client) faite par l'assuré.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Globalement stable. Toutefois, certaines sont en augmentation, en particulier pour les garanties délivrées via la Master en Différence de Conditions de programmes locaux exposés (DINC, Frais de retrait).</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Exposition USA, marché plus tendu pour certains domaines d'activités : agroalimentaire, automobile, énergie (principalement ENR), pharma & chimie.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusion territoriale plus ou moins large en fonction des assureurs. Questionnaire compliance obligatoire afin d'obtenir des rachats partiels (impossible pour certains pays). Maintien de l'exclusion Russie-Ukraine-Biélorussie.</p>

STABLE
 AUGMENTATION
 RÉDUCTION



FOCUS

RC PROFESSIONNELLE

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↓	=	<p>Les capacités sont stables par rapport à l'an passé avec un marché relativement dynamique. Quelques acteurs souhaitent se développer sur ce segment ce qui pourrait augmenter les capacités disponibles. De façon générale, les capacités mobilisables sont bien moins élevées qu'en RC Générale (max 20/25M€ mais plus souvent 10/15) car ce risque est traité par des départements spécialisés. Le recours au Lloyd's est nécessaire pour les comptes mobilisant d'importantes capacités. La fusion MS AMLIN/MSIG pourrait avoir un impact négatif sur les capacités disponibles.</p> <p>Sur la RC des professions réglementées, le marché reste assez tendu en termes de capacité notamment sur les professions du droit et du chiffre et les agents de voyage en raison du faible nombre d'acteurs impliqués sur ces secteurs.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Les activités de cyber sécurité, cryptomonnaie, réseaux sociaux et <i>gaming</i> restent difficiles à assurer. À noter également le secteur médical, les biotechnologies, les <i>fintech</i>, les sociétés de média et les entreprises exposées aux risques de propriété intellectuelle et les entreprises avec des expositions USA.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Retraitement de la sinistralité passée par les actuaires des assureurs en appliquant un coefficient d'inflation.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusions territoriales plus ou moins large en fonction des assureurs avec un maintien de l'exclusion Russie, Ukraine, Biélorussie. Les questionnaires compliance sont obligatoires afin d'obtenir des rachats partiels qui restent toutefois impossible pour certains pays.</p>
PRIMES	↓	=	<p>Les primes sont stables. Les augmentations constatées sont principalement liées à l'augmentation du chiffre d'affaires. A contrario, les bons risques peuvent constater des baisses.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances RC Pro médicale en cas de sinistralité importante et risques ayant des expositions USA.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation L'inflation impacte le provisionnement des sinistres, en particulier corporels (hausse des coûts de santé) avec un impact sensible sur les dossiers de RC Pro médicale.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusions territoriales plus ou moins larges en fonction des assureurs avec un maintien de l'exclusion Russie, Ukraine, Biélorussie. Les questionnaires compliance sont obligatoires afin d'obtenir des rachats partiels qui restent toutefois impossible pour certains pays.</p>
TARIFICATION	↗	↓	<p>La tarification s'inscrit à l'avantage des assurés en cas de mise en concurrence principalement pour les clients pouvant attester de la bonne qualité de leurs risques/procédures/prévention contractuelle.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Entreprises ayant des expositions aux USA.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Retraitement de la sinistralité passée par les actuaires des assureurs en appliquant un coefficient d'inflation.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>La revue des franchises à la hausse a été réalisée lors des derniers renouvellements. La tendance est à la stabilité sauf en cas de dérive de la sinistralité.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Fintech et institutions financières ainsi que les comptes avec exposition aux USA.</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↓ RÉDUCTION



FOCUS

RC PROFESSIONNELLE CORPORATE

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	↗	<p>De nouveaux assureurs (HDI) ont fait leur apparition et les appétits sont en développement. Les capacités restent plus limitées pour les expositions internationales avec quelques difficultés sur la mise en place de wordings RC Pro à l'international. Mais hausse des capacités disponibles au global avec de nouveaux entrant sur le marché ou des acteurs historiques qui reviennent.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance PI (<i>Protection Indemnity</i>), construction, cryptomonnaie, domaine nucléaire et garanties IP (<i>Intellectual Property</i>).</p>
PRIMES	↗	↗	<p>Les primes affichent une légère hausse de 3 à 5 %. Ces augmentations sont principalement liées à l'augmentation du chiffre d'affaires. Quelques baisses sur les bons risques peuvent être constatées.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Affaires sinistrées ou avec expositions USA (notamment propriété intellectuelle).</p>
TARIFICATION	=	↘	<p>La tarification est en baisse de l'ordre de 5 à 10 % en raison d'une concurrence accrue et d'un marché qui s'assouplit.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Stables.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Garanties IP.</p>

= STABLE

↗ AUGMENTATION

↘ RÉDUCTION



FOCUS

RC PROFESSIONNELLE BANQUES

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↗	↗	<p>Capacités engagées par les assureurs globalement stables, voire en hausse avec des capacités d'acteurs plus récents. Au global elle s'établit entre 5 M et 15 M. La vigilance demeure sur les comptes sinistrés et les expositions USA.</p> <p>Il convient toutefois de rester attentif du fait d'une sinistralité toujours récurrente et plus coûteuse.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation L'impact (indirect) est plutôt sur les frais de défense indemnisés. À noter que cela n'a pas apporté de changement significatif sur la façon dont le niveau des capacités d'assurance est construit par les assurés (quels besoins ?) et les assureurs (quelle offre de capacité ?).</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Les standards de clauses sanctions ont parfois été mis à jour ces derniers mois, sans grand impact sur la façon dont les assureurs appréhendent le sujet. En revanche, le processus de souscription de cet aspect se durcit d'année en année, avec une accélération depuis les récents conflits. La souscription et l'analyse des expositions à l'international sont également de plus en plus poussées.</p> <p>Impact spécifique événements naturels En RCP, les sujets RSE sont un point d'analyse de risque chez les assureurs, particulièrement lorsque des produits (produits financiers en l'occurrence) sont estampillés « verts »/durables.</p>
PRIMES	↘	↘	<p>Après deux années de stabilisation, le marché affiche enfin une tendance baissière d'environ 5 %. Les baisses peuvent aller jusqu'à 10 % sur les lignes excess.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Souscription plus stricte (voire restreinte) pour les secteurs des cryptomonnaies et ceux exposés aux actifs immobiliers.</p>
TARIFICATION	↗	=	<p>Processus de tarification globalement stable. Le marché des Institutions financières amorce une tendance baissière pour les comptes non sinistrés. Les propositions de <i>long term agreement</i> (LTA) sont redevenues possibles mais le contenu des critères de sortie de LTA doit être regardé attentivement. Les assurés font parfois le choix de renouveler pour un an seulement en comptant sur une poursuite de la tendance de marché favorable sur un an supplémentaire.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Les franchises restent globalement stables, à un niveau toujours élevé.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Certains assurés font parfois le choix d'augmenter les franchises pour optimiser la prime au maximum – ou au moins testent l'option auprès de leur assureur pour vérifier l'impact tarifaire (cas de certaines sociétés de gestion d'actifs).</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

RC PROFESSIONNELLE PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↘	=	<p>Sans changement par rapport à 2023. Offre toujours disponible avec la venue de nouveaux acteurs mais raréfaction des assureurs sur certains secteurs d'activité (immobilier, diagnostiqueurs immobiliers, géomètres experts).</p> <p>Pas de réduction ou d'augmentation de capacité à prévoir.</p> <p>Des acteurs historiques se replient mais de nouveaux entrants ou des acteurs reviennent mais uniquement en excès.</p>
PRIMES	↗	↗	<p>Hausses des primes entre 5 et 20 % pour tenir compte de l'inflation. À noter également que l'assureur dominant sur le marché de la RCP réglementée (qui détient plus de 70 % du marché) devrait procéder cette année encore à des majorations importantes sur de nombreux comptes. Les autres acteurs devraient en revanche maintenir une stabilité de leurs tarifs.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Majorations supérieures (15-20 %) voire résiliations pour affaires sinistrées.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Métiers de l'immobilier compte tenu notamment de la crise de l'immobilier qui dure depuis un certain temps en France et dans le monde. En outre, le montant des sinistres RCP continue de subir l'impact de l'inflation, notamment celle des coûts de construction et l'augmentation des frais d'honoraires en cas de sinistres.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>Elle dépend de chaque secteur d'activité et oscille entre stabilité et hausse. Les assureurs procèdent à des analyses poussées de la rentabilité du compte. Des négociations peuvent être favorables aux assurés en cas de mise en concurrence pour les clients pouvant attester de la bonne qualité de leurs risques. Le marché reste attentif à l'environnement politique (nouvelles réglementations à la suite des élections législatives notamment) qui pourraient avoir des conséquences sur le secteur des professions réglementées.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Stables.</p> <p>Pas d'évolution à prévoir sur les franchises, car c'est l'intensité des sinistres qui a tendance à augmenter et non la fréquence.</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

RC AVIATION/
PRODUITS AÉRONAUTIQUES ET SPATIAUX

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	↗	<p>Marché relativement tendu du fait du faible nombre d'acteurs enclins à délivrer une garantie RC Produit complète incluant les DINC aéronautique. Toutefois, la reprise d'un appétit à ce risque est à noter depuis le 1^{er} janvier 2024 avec l'arrivée de nouvelles capacités.</p> <p>Les assureurs de responsabilité civile dans le secteur aérospatial restent concentrés sur l'augmentation de leurs revenus, ce qui continue de stimuler une concurrence sur ce marché. Les assureurs anglais continuent de développer des capacités de souscription au sein de leurs filiales européennes, ce qui contribue également à l'augmentation globale de la capacité disponible. Le marché semble donc relativement stable.</p> <p>Une vigilance demeure cependant sur ce marché qui reste très volatile et pourrait se retourner en cas de nouveau sinistre majeur ou d'un développement défavorable du règlement des sinistres causés par le conflit Russie/Ukraine (certaines sociétés de leasing ayant déjà entamé des actions en justice contre leurs assureurs pour le refus d'indemnisation liées à des aéronefs bloqués en Russie depuis 2022).</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Segment des risques de guerre.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Les assureurs sont prudents et réservés sur les risques USA/Canada, et ont tendance à limiter les parts engagées sur les risques avec des limites élevées.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusion systématique de la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie et volonté des assureurs d'exclure l'Israël et le Liban dans certains cas.</p> <p>Impact spécifique événements naturels Un assureur propose de la capacité additionnelle pour les risques aéronautiques affichant un rating ESG favorable.</p>
PRIMES	↗	=	<p>Marché stable, alors que les paramètres de risque (CA, pax, valeurs aéronefs) sont en hausse. Le marché de l'assurance des compagnies aériennes est rentable depuis 2020, ce qui entraîne des répercussions positives pour la RC aviation/produits aéronautiques. Les inquiétudes des assureurs face à la hausse de l'inflation, du coût des capitaux et à la situation géopolitique mondiale ainsi qu'un certain durcissement du marché de la réassurance continue à peser sur le marché. Toutefois une surcapacité subsiste et contribue à la concurrence entre assureurs, ce qui a pour effet de limiter leurs appétits en termes de prime.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Pour le rachat RC risques de guerre (AVN52), une certaine hausse des primes est observée (10-15 %), cependant bien moindre que les 25-45 % anticipés antérieurement.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation L'inflation continue d'avoir un impact sur les dépenses des assureurs, tant du point de vue opérationnel que du point de vue des sinistres. L'inflation sociale en particulier, avec l'augmentation des indemnités pour dommages corporels, surtout dans les tribunaux américains, est une source d'inquiétude pour le marché. L'impact est de l'ordre de 3 % sur les niveaux de primes.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Le segment de marché est affecté par les crises/guerre Russie Ukraine et des surprimes potentielles pour les vols vers Israël et Liban.</p>
TARIFICATION	↗	=	<p>Globalement stable même si de légères hausses sont encore constatées sur les expositions sensibles, à fortiori sur les comptes sinistré. Mais les renouvellements de traités de réassurance en 2024 ont été moins difficiles que prévu. Un certain nombre de réductions de couverture redoutées ne se sont pas concrétisées dans la mesure anticipée initialement (notamment pour la couverture rachat risques de guerre et l'extension arrêt de vols). Néanmoins, la tendance est toujours à la différenciation : un bon niveau d'information technique et des relations transparentes et durables avec les marchés permettent aux assurés d'obtenir de meilleures conditions de couverture par rapport à la tendance globale. De plus, un certain nombre d'assureurs traditionnellement « suiveurs » se proposent maintenant comme apériteurs potentiels pour les risques considérés comme plus attractifs afin d'obtenir des parts du risques plus importantes.</p>



TARIFICATION	↗	=	Secteurs ne suivant pas cette tendance Marché en baisse pour les compagnies aériennes (surcapacité). Impact spécifique de l'inflation Tarifications en hausse pour ateliers de maintenance.
FRANCHISES	=	=	Pas d'évolution à prévoir sur les franchises étant donné que l'intensité des sinistres a tendance à augmenter mais pas leur fréquence.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION

FOCUS RC PRESTATAIRE SUR SITE NUCLÉAIRE (RCPN)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	Marché qui reste très tendu même si certains acteurs commencent à revenir prudemment sur ce secteur avec une garantie des dommages de nature nucléaire, mais cette ouverture reste encore timide. La capacité perdue il y a plusieurs années suite à l'arrêt de la souscription d'affaires nouvelles d'un porteur de risque a été en partie retrouvée grâce à Assuratome qui propose à nouveau une petite capacité dédiée. Quelques prestataires, membres des mutuelles spécialisées, arrivent à challenger les conditions proposées par le pool et peuvent également bénéficier de capacités supplémentaires.
PRIMES	↗	=	La volatilité de ce risque se reflète dans la tarification.
TARIFICATION	=	=	Même constat que ci-dessus.
FRANCHISES	=	=	Les franchises dédiées sont souvent plus importantes que celles du programme RCG.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION

FOCUS RC EXPLOITANT NUCLÉAIRE (RCEN)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	SO	=	Marché qui reste très tendu, les alternatives au pool nucléaire Assuratome étant limitées. Les mutuelles d'exploitant augmentent progressivement leur capacité, alimentant une saine concurrence.
PRIMES	SO	=	La volatilité de ce risque se reflète dans la tarification. À la suite de la révision de la Convention de Paris, qui a introduit plusieurs postes de préjudices, des fortes majorations ont été appliquées aux exploitants nucléaires. Nous devons sortir d'une phase triennale de majoration vers un marché stable.
TARIFICATION	SO	=	Même constat que ci-dessus.
FRANCHISES	SO	=	Aucune franchise applicable.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	↗	<p>Marché qui reste très compétitif avec une capacité disponible confortable. L'arrivée de nouveaux acteurs historiques du marché UK (Beazley, SCOR notamment) sur le marché Continental entraîne une augmentation de la capacité disponible sur le marché français. Pas de retrait de capacités chez les acteurs historiques du marché domestique.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Secteurs minier, chimie, gestions des déchets, <i>Oil & Gaz</i>, comptes sinistrés, PME (stable à légère hausse). Les secteurs jugés sensibles ne bénéficient pas nécessairement de cette augmentation et restent soumis à une sélectivité importante.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusions Russie, Biélorussie, Ukraine généralisées.</p> <p>Impact spécifique événements naturels Surveillance sur les USA qui ont connu plusieurs sinistres RCAE à la suite de CAT NAT. Par ailleurs, le changement climatique étant étroitement lié à l'érosion de la biodiversité, il est attendu que les garanties « biodiversité » des contrats (préjudice écologique et responsabilité environnementale) soient mises sous pression dans les années à venir.</p>
PRIMES	↗	=	<p>En termes de prime, des baisses sont constatées en cas de mise en concurrence. En revanche, les affaires sinistrées et les secteurs sensibles (<i>Oil & Gaz</i>, <i>mining</i>, énergie et déchets) peuvent faire face à des augmentations plus importantes.</p> <p>Les lignes d'excess ne suivent toutefois pas systématiquement cette tendance.</p> <p>Les garanties de passif environnemental, notamment dans le cadre de M&A, peuvent faire l'objet de primes particulièrement bon marché à la seule condition que les dossiers soient de qualité et les <i>Due Diligences</i> environnementales complètes.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>Tarification agressive sur les affaires nouvelles de qualité du fait d'une certaine concurrence.</p> <p>Des <i>stretch</i> (étirement de garantie) et LTA sont toujours au cœur de la stratégie de marché et permettent un maintien de la tarification. Le marché semble avoir atteint un point bas en matière de tarification, et toute demande spécifique ou extension donne lieu à une tarification spécifique. Des garanties PFAS peuvent être obtenues, mais sous forte contrainte de souscription et avec des données de souscription suffisantes et satisfaisantes.</p> <p>Secteurs ne suivant pas cette tendance Secteurs de l'<i>Oil & Gas</i>, gestion des déchets, comptes sinistrés, PME.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Impact sur le coût des opérations de dépollution/remédiation des sols et des eaux. À terme cela devrait se refléter dans l'approche tarifaire des assureurs.</p> <p>Impact spécifique événements naturels Surveillance sur les USA qui ont connu plusieurs sinistres RCAE à la suite de CAT NAT.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Globalement stables sauf pour certains secteurs : <i>Oil & Gas</i>, gestion des déchets, comptes sinistrés, PME. L'augmentation des franchises pour les dossiers sinistrés peut faire partie de la stratégie de redressement des assureurs si des sinistres de fréquence sont identifiés (ex. : stations-services).</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



RISQUE CYBER



Tendances générales

CAPACITÉS

Capacités augmentées par les assureurs traditionnels

Les capacités sont plutôt orientées à la hausse. Les principales *insurtechs* proposent une capacité en hausse (portée généralement à 5 M€). Plusieurs assureurs « traditionnels » déjà présents sur le segment peuvent proposer désormais 10 M€ de capacité sur les bons risques. Les assureurs accordent une attention très soutenue aux moyens mis en œuvre en matière de sécurité informatique, notamment en cas d'acquisitions.

Secteurs ne suivant pas cette tendance

Hôpitaux, collectivités territoriales, *pure player* des domaines de l'internet. L'appétit est également plus limité (voire interdit de souscription) sur certains secteurs très exposés, les compagnies aériennes, social media, *adult entertainment*, jeux de hasard, et les entreprises n'ayant pas les prérequis de sécurité.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Le contexte géopolitique engendre des discussions importantes autour de la rédaction de l'exclusion guerre ou cyber opération qui est désormais imposée par les assureurs. D'après négociations sont en cours sur ce sujet.



PHILIPPE COTELLE

Président de la commission cyber de l'AMRAE

« Dans un marché orienté à la baisse mais où les menaces restent fortes, les risk managers doivent continuer à évaluer l'évolution de l'exposition financière de leur entreprise au risque cyber, qu'il soit malveillant ou bien comme nous l'avons vu avec Crowstrike accidentel. Il faut saisir cette opportunité pour ajuster les couvertures en conséquence pour améliorer la résilience de nos entreprises. »

PRIMES

Accalmie sur les primes

Le second semestre 2023 et le début de l'année 2024 ont été marqués par une stabilisation puis un assouplissement du marché de l'assurance après plus de deux années de fortes restructurations. Depuis le second semestre 2024, il y a même une recrudescence de la concurrence entre les assureurs avec souvent des baisses de primes, dans certains cas, significatives. Mais, même si l'environnement est favorable depuis quelques mois, le marché cyber en France reste fragile avec une assiette de prime faible en comparaison de l'engagement des assureurs. La qualité du risque reste déterminante des conditions de renouvellement (tarifaire mais aussi pour la réintégration à 100% de certaines garanties principales si elles n'étaient pas accordées au plein).

Les assureurs accordent une attention très soutenue aux moyens mis en œuvre en matière de sécurité informatique, notamment en cas d'acquisitions.

Secteurs ne suivant pas cette tendance

Hôpitaux, collectivités territoriales, *pure player* des domaines de l'internet, entreprises n'ayant pas les prérequis de sécurité, banques et institutions financières.

TARIFICATION

Retour d'une tendance baissière

Retour d'une certaine forme de concurrence sur ce marché après les périodes de redressement des portefeuilles. Une amélioration des résultats techniques des assureurs et une perspective de la sinistralité cyber plus positive que celle appréciée précédemment conduisent à une tarification plus raisonnable, au bénéfice des assurés. Toutefois, les assureurs accordent une attention très soutenue aux moyens mis en œuvre en matière de sécurité informatique, notamment en cas d'acquisitions. Au global, après plusieurs mois de baisse sensible, un effet plateau peut être anticipé.

FRANCHISES

Franchises inchangées

Les franchises réhaussées au cours des années passées, en complément de fortes majorations de primes, sont généralement restées inchangées. Des baisses sont envisageables pour les bons risques, et en fonction du chiffre d'affaires.



LIGNES FINANCIÈRES (RCMS/FRAUDE/ EPL^{*}/PTL^{**})

** EPL : Employment Practices Liability*

*** PTL : Pension Trustee Liability*





FOCUS

RESPONSABILITÉ CIVILE DES MANDATAIRES SOCIAUX (RCMS)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↗	↗	<p>Le marché français augmente encore sa capacité avec l'arrivée de nouveaux assureurs tant en première ligne qu'en excess portant la capacité globale du marché à 450 M€ (contre 370 M€ en 2023).</p> <p>Nombre d'assureurs peuvent à nouveau proposer jusqu'à 25 M€ répartis le plus souvent dans un montage en ligne et « très rarement » uniquement sur la première ligne.</p> <p>Ce dynamisme crée des opportunités pour optimiser les budgets et négocier des garanties plus avantageuses pour les assurés.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Les comptes sinistrés, ou avec exposition aux États-Unis. Les activités pour lesquelles il existe de nombreux interdictions de souscription (<i>Oil & Gas</i>, armement, jeux). Certains secteurs redevenus sensibles génèrent moins d'appétit comme le <i>retail</i> (hors alimentaire), la construction, l'immobilier.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusion Russie/Biélorussie en cas d'exposition. À ce jour, pas de demande d'exclusion d'Israël. Nombreuses discussions sur les clauses sanctions, sans accord à ce stade sur la clause France Assureurs version 2.</p> <p>Impact spécifique événements naturels L'évolution de la sinistralité en lien avec l'ESG est un point de grande vigilance du marché.</p>
PRIMES	=	↘	<p>Les conditions tarifaires demeurent favorables aux assurés, sous l'effet d'un marché dynamique, même si les baisses de prime accordées se font moins importantes par rapport aux 18 derniers mois, et l'augmentation de la proportion de placements sans baisse de prime. L'absence de sinistralité impactante et le retour à une forte concurrence entre assureurs conduit à nouvelles baisses tarifaires, notamment pour le segment des grands comptes. Au global, les primes sont en baisse de 5 à 10 %, parfois même jusqu'à 25 %.</p> <p>Des discussions s'ouvrent sur des couvertures améliorées pour les bons profils de risque ESG.</p> <p>Des revues des textes LTA et <i>roll overs</i> sont possibles avec une baisse de prime en année 2.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Banques et institutions financières.</p>
TARIFICATION	=	↘	<p>Le processus de tarification reste assez cadré, avec une vigilance toujours de mise quant à la résilience financière des sociétés. Des réductions de prime sont pratiquées sur les excess et parfois aussi sur les premières lignes.</p> <p>Les perspectives pour 2025 restent baissières, tendant vers la stabilité, grâce aux engagements de durée obtenus cette année. Toutefois, en tenant compte du profil de risque des assurés et de la sinistralité enregistrée, des renégociations sont possibles de ces accords avec des <i>roll-overs</i>, permettant de nouvelles optimisations budgétaires.</p> <p>Il est crucial de bien équilibrer le partenariat et le prix, en prenant en considération la particularité et la sensibilité de ces sinistres plutôt d'intensité et à développement long.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Les franchises n'ont pas connu de fortes majorations dans le passé et se situent en général à un niveau correct. Le nombre plus important d'acteurs de première ligne permet aux assurés d'explorer des options de franchises à la baisse. Certains assureurs demandaient l'ajout d'une franchise Side B applicable non plus uniquement pour les filiales USA/<i>Common law</i> mais pour toutes les sociétés du groupe assurées dans le monde. Les assureurs peuvent généralement accepter de renoncer à cette franchise pour les pays hors <i>Common law</i>.</p>

= STABLE

↗ AUGMENTATION

↘ RÉDUCTION



FOCUS

FRAUDE ET MALVEILLANCE

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	↗	<p>Le marché de l'assurance fraude demeure restreint avec un nombre limité d'acteurs. Le manque de mutualisation et la récurrence des sinistres ont amené nombre d'assureurs à limiter leur engagement voire à sortir de ce risque. Toutefois, une évolution semble se profiler, tant en première ligne qu'en excess première. Plusieurs compagnies ont récemment manifesté leur intention de proposer des garanties Fraude.</p> <p>Plusieurs assureurs s'intéressent de nouveau à la Fraude commerciale avec des intentions de souscrire des premières lignes : Allianz Trade, Swiss Re, Everest, Zurich.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Vigilance continue des assureurs par rapport aux processus de contrôle des virements externes. Les questions compliance sont très détaillées. Les exclusions Russie/Biélorussie/Ukraine demeurent. Nombreuses discussions autour des clauses sanctions.</p>
PRIMES	↗	=	<p>Stable dans la globalité, malgré une sinistralité qui demeure présente. Des hausses sont à noter pour les comptes sinistrés. La concurrence reste limitée car le risque est toujours présent (fréquence et intensité).</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Banques et institutions financières.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Sur l'Ukraine, les assurés peuvent être amenés à expliquer que les procédures de contrôle et de protection des actifs restent bien en place malgré le conflit pour s'opposer à l'introduction d'une exclusion.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>Processus de tarification plutôt stable à l'exception des profils de risque plus complexes (risques sinistrés, sociétés dont les processus de contrôle/prévention sont jugés insuffisants, ...) avec des exigences possibles en termes de dispositif de prévention et d'ajustement des conditions d'assurance.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Risques sinistrés.</p>
FRANCHISES	=	=	<p>Globalement stable. Les franchises ont été augmentées dans le passé et se situent maintenant à un niveau correct qui ne nécessite pas d'actions baissières.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Comptes sinistrés.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Vigilance continue des assureurs par rapport aux processus de contrôle des virements externes.</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

EMPLOYMENT PRACTICES LIABILITY (EPL)/
RAPPORTS SOCIAUX

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Ce segment de marché est stable avec un appétit des assureurs limité. Le marché des garanties « Réclamations liées à l'Emploi » (<i>Employment Practices Liability</i> - EPL) reste restrictif tant en termes d'acteurs que de capacité déployée. Elle est estimée à environ 150 M€.</p> <p>Ce risque est souvent vu comme un produit d'accompagnement de la part des assureurs. En France, le marché est relativement stable avec peu de fluctuations notables. En effet, ces risques sont principalement concentrés aux États-Unis, avec une incidence plus élevée dans certains États tels que la Californie et le Texas par exemple.</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Exposition USA.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Les questions liées à la compliance sont très détaillées. La Russie et la Biélorussie sont toujours exclues et toujours de nombreuses discussions sur les clauses sanctions.</p>
PRIMES	↗	=	<p>Tendance à une stabilisation au regard des rectificatifs faits les années précédentes.</p> <p>Les <i>long term agreements</i> et les <i>roll overs</i> sont possibles.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>Les processus de tarification sont globalement stables avec des demandes d'information additionnelles spécifiques en cas d'exposition aux USA/Canada, et selon les États dans lesquels la société est présente. C'est le cas également selon le secteur d'activités (banque, Tech, etc.). Les conditions tarifaires sont très liées à la sinistralité et à l'évolution du risque (augmentation ou non des effectifs, augmentation ou non des effectifs aux USA et dans certains États particulièrement litigieux).</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Les comptes sinistrés.</p>
FRANCHISES	↗	=	<p>Les franchises sont globalement stables hors USA (selon les États dans lesquels l'assuré est présent, et en fonction du secteur d'activité). Une vigilance particulière est à noter quant à l'évolution des franchises liées aux réclamations pour frais excessifs (<i>Excessive Fees</i>).</p> <p>Secteurs qui ne suivent pas ces tendances Les comptes sinistrés ou avec une augmentation des effectifs aux États-Unis (et selon l'État concerné).</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

PENSION TRUSTEE LIABILITY
(PTL)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	↘	=	<p>Un marché très limité en termes d'acteurs avec cette année, plus de souplesse en termes de capacité. La capacité octroyée par risque et par assureur demeure limitée sur ces risques, avec la possibilité de déploiement de capacités additionnelles sur une base ventilée.</p> <p>Le marché des garanties <i>Pension Trustee Liability</i> (PTL) reste restrictif tant en termes d'acteurs que de capacité déployée. Ce risque est souvent vu comme un produit d'accompagnement de la part des assureurs. En France, le marché est relativement stable avec peu de fluctuations notables. En effet, ces risques sont principalement concentrés aux États-Unis, avec une incidence plus élevée dans certains États tels que la Californie et le Texas par exemple.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Les questions relatives à la compliance sont très détaillées notamment par rapport aux expositions aux pays sous sanctions. Toujours des exclusions Russie/Biélorussie et des discussions sur les clauses sanctions.</p>
PRIMES	↗	=	<p>Les primes se stabilisent après quelques années de durcissement. Il reste peu de concurrence et d'alternatives aux assureurs actifs sur ce risque en France. On relève également des sous-limites ou exclusions sur le risque USA (fonds de pension aux USA) et/ou sur les <i>Excessive Fee Claims</i>.</p> <p><i>Long term agreements</i> et <i>roll overs</i> restent possibles.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>Les processus de tarification restent toujours lourd du fait de la sinistralité USA.</p>
FRANCHISES	↗	=	<p>Les franchises se stabilisent après la revue des années 2021 et 2022. Certaines sont mêmes assouplies sauf en cas d'expositions USA. À noter, une vigilance accrue quant à l'évolution des franchises liées aux réclamations pour frais excessifs (<i>Excessive Fees</i>).</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



FOCUS

KIDNAP & RANSOM (K&R)/
RISQUES SPÉCIAUX

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Le marché des assurances <i>Kidnap & Ransom</i> (KR) est stable malgré le paysage géopolitique actuel et en dépit des tensions et des conflits internationaux. Les assureurs continuent de fournir des couvertures adaptées aux entreprises et aux individus exposés à ce type de risque.</p> <p>À la suite du conflit Ukraine-Russie et l'introduction des exclusions des territoires Russe et Biélorusse, certains assureurs ont essayé d'imposer des exclusions similaires pour les territoires Israélien et Palestinien qui ont pu facilement être refusées.</p> <p>La capacité peut aller jusqu'à 25 M€ par assureur sur un compte.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique</p> <p>Les questions relative à la compliance sont très détaillées en cas d'exposition aux pays sous sanctions. L'exclusion Russie/Biélorussie/Ukraine perdure selon l'exposition et l'assureur, avec un rachat possible des frais de consultant ou de l'exclusion pour les expatriés, selon les compagnies.</p>
PRIMES	=	=	<p>Stables avec quelques baisses de prime modérées d'environ 5 % qui tiennent compte de l'absence de sinistres notamment au terme d'une période d'assurance sur la base d'un <i>long term agreement</i>. Mais les primes K&R étant faibles, les baisses restent limitées.</p>
TARIFICATION	=	=	<p>La tarification s'établit à l'identique avec seulement quelques baisses de prime. Des <i>long term agreement</i> - LTA avec réduction de prime en année 2 ou 3 sont possibles. Au global, la tarification est établie sur la base de plusieurs critères : la fréquence d'exposition au risque, la zone géographique concernée, les moyens de protection, et le montant du capital choisi pour la rançon.</p>
FRANCHISES			<p>Généralement pas de franchise.</p>

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



RISQUE « CAPITAL HUMAIN »





FOCUS

MISSIONS PROFESSIONNELLES
- ASSISTANCE (BTA*)

	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Marché assez stable depuis l'année dernière. Les déplacements professionnels sont à nouveau à la hausse, sans toutefois atteindre le niveau avant Covid. Marché cependant plus compliqué pour certains types d'assurés, les journalistes notamment.</p> <p>Le télétravail – notamment à l'étranger – est une nouvelle donnée avec laquelle les assureurs doivent composer et qui engendre des couvertures dédiées. À noter l'arrivée de nouveaux acteurs (SOMPO International / Everest).</p> <p>Impact spécifique de l'inflation L'augmentation des coûts médicaux et d'assistance rapatriement peut avoir des conséquences haussières.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique La liste des pays exclus de toute garantie tend à s'allonger. Outre l'Ukraine, depuis l'année dernière, Israël, la Cisjordanie, Gaza et le Liban sont regardés de très près, voire exclus de manière systématique selon les assureurs.</p>
PRIMES	↗	=	<p>Au niveau des primes, côté assureurs, la tendance est au maintien du taux lors du renouvellement sauf en cas de sinistralité importante. En revanche, certains assureurs indexent l'augmentation des primes sur l'inflation des coûts médicaux et d'assistance rapatriement.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusions territoriales Risque de Guerre (Ukraine, Israël). Les extensions/rachat du risque de guerre peuvent avoir un impact important sur les primes.</p>
TARIFICATION	↗	=	<p>Stable à haussier. Les rachats d'exclusion soumis à accords réassureurs.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusions territoriales Risque de Guerre (Ukraine, Israël).</p>
FRANCHISES	=	=	Stables.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION

*BTA : Business Travel Assistance

FOCUS

FRAIS DE SANTÉ

FRANCE	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>La capacité des assureurs est stable mais le marché se tend en santé, et la recherche d'équilibre est devenue générale avec une projection des dérives futures, et donc, des souscriptions qui anticipent cette dérive future. En effet, le contexte est défavorable avec une accélération du désengagement de la Sécurité sociale (SS), une augmentation des tarifs des professionnels de santé, et un plafond mensuel de la Sécurité sociale (PMSS) 2025 qui ne compensera pas cette dérive.</p> <p>La tendance d'acceptation sur le risque est à la baisse sur les grands comptes ou pour certains secteurs d'activités ayant une santé financière fragile. Appétence pour les PME mais peu d'appétence sur les grandes entreprises – refus de certains secteurs par rapport au risque de fragilité économique (commerce de détail non alimentaire).</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Le coût moyen du ticket modérateur sur une très grande partie des actes en dentaire et politique de désengagement fort de la part de la Sécurité sociale.</p>



PRIMES	↗	↗	<p>Le marché est tendu sur le segment des frais de santé. Cela se concrétise par des hausses de 6 à 10 %. Le constat est général et il n'y a pas d'acteurs qui dérogent à une indexation importante. La politique de redressement des marges viendra s'ajouter aux majorations qui ont pour objectif de contenir les dérives des coûts. Poursuite de la tendance à exclure les conjoints de la couverture automatique. Augmentation du risque suite au vieillissement de la population et à la réforme des retraites.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Augmentation des coûts médicaux et des médicaments.</p>
TARIFICATION	↗	↗	<p>La tarification s'établit à la hausse d'environ 8 %. En cause, la poursuite des redressements de portefeuille en santé, la hausse des frais et la frilosité des assureurs par rapport à l'incertitude réglementaire (désengagement de la SS, réformes, revalorisation des conventions médicales) et la prise en compte de marge de prudence. Tarification des services en supplément (et non en inclusion).</p> <p>À noter que l'ouverture du secteur de la fonction publique d'État au régime complémentaire obligatoire permet la prospection sur un secteur qui restait jusque-là confiné aux mutuelles individuelles.</p>
FRANCHISES	N/A		Sans objet en raison du contrat responsable.
HORS FRANCE	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	<p>Hors de France, il n'y a pas de modification majeure des porteurs de risques et pas d'appréciation du risque fondamentalement différente. L'équilibre délicat pour les assureurs en risque santé à l'international consistera à contenir les coûts sans sacrifier la qualité et l'inclusivité. La hausse du coût des soins médicaux est une préoccupation majeure au niveau mondial, et plus de la moitié des pays devraient enregistrer des augmentations moyennes à deux chiffres en 2025. Les maladies non transmissibles (par exemple, les maladies cardiovasculaires et les cancers) sont des facteurs majeurs des coûts et de la fréquence des demandes de remboursement.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation L'impact des coûts médicaux et de l'inflation suscitent des préoccupations chez les assureurs car les entreprises doivent s'assurer que leurs programmes restent abordables à la fois au niveau organisationnel et pour les employés. Les assureurs avec les entreprises devront se concentrer sur une optimisation rigoureuse des coûts dans un environnement à haute inflation, y compris la révision des caractéristiques de partage des coûts telles que la mise en place de franchises, des copaiements, des limites de dépenses et/ou des maximums de dépenses à la charge de l'assuré.</p> <p>Impact spécifique du contexte géopolitique Le risque lié au conflit en Israël a conduit une surveillance sur cette zone.</p>
PRIMES	↗	↗	<p>Cette année encore, les primes sont impactées par l'inflation médicale et des hausses de l'ordre de 9 % sont constatées.</p> <p>Impact spécifique de l'inflation Augmentation des coûts médicaux et des médicaments.</p>
TARIFICATION	↗	↗	<p>Hausse de 9 %. Les assureurs sont de plus en plus sensibles au risque de fraude avec la généralisation de la digitalisation et l'IA : fraude documentaire, fraude systémique, ce qui conduit à une tarification à la hausse (9 %). De même ils ont une sensibilité accrue au risque de pointe avec le progrès médical qui peut renchérir très significativement le coût des traitements innovants.</p>
FRANCHISES	↗	=	<p>Le nombre d'expatriés diminuant, les équipes mobilités proposent des programmes d'autant plus complets qu'on se focalise sur une population VIP.</p>

⬮ STABLE
↗ AUGMENTATION
↘ RÉDUCTION



FOCUS

PRÉVOYANCE

FRANCE	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	Les capacités sont stables avec des refus prise en charge de certains secteurs par rapport au risque de fragilité économique (commerce de détail non alimentaire et à l'activité, traitement des déchets, etc.) ou en cas de sortie de convention collective nationale. Il y a également une réticence voire un refus d'affaires à franchises courtes. Il y a une volonté des organismes assureurs de ne plus faire de pertes sur ce risque.
PRIMES	↗	↗	Les primes affichent des hausses, généralement inférieures à 10 %. Les preneurs de risques anticipent une dégradation des risques décès et arrêt de travail en raison de l'allongement de l'âge de départ à la retraite. Les hausses concernent également les dispositifs « arrêt de travail » à franchises courtes. Impact spécifique de l'inflation Revalorisation des rentes.
TARIFICATION	↗	↗	La tarification est toujours à la hausse. Le vieillissement de la population des actifs avec l'allongement du départ à la retraite et des risques psycho sociaux (RPS) chez les populations plus jeunes se traduisent par une augmentation des arrêts de travail sur ces populations. Et donc une dégradation des risques prévoyance.
FRANCHISES	=	=	À l'instar des années précédentes, les assureurs ont peu d'appétence pour les franchises courtes (inférieure à 30 jours).
HORS FRANCE	2023	2024	COMMENTAIRES
CAPACITÉS ASSUREURS	=	=	Pas de modification majeure des porteurs de risques. Pas d'appréciation du risque fondamentalement différente. Le risque lié au conflit en Israël a conduit une surveillance sur cette zone. Comme sur le risque santé, l'équilibre délicat pour les assureurs en prévoyance à l'international consistera à contenir les coûts sans sacrifier la qualité et l'inclusivité. Les maladies non transmissibles (par exemple, les maladies cardiovasculaires et les cancers) sont des facteurs majeurs des coûts et de la fréquence des sinistres. Impact spécifique du contexte géopolitique Exclusion territoriale : Biélorussie, Corée du nord, Cuba, Iran, Fédération de Russie, Syrie et régions de Crimée, Donetsk, Louhansk, Zaporijja, et Kherson, Israël et Bande de Gaza (Palestine).
PRIMES	↗	↗	Des hausses d'environ 5 % sont constatées liées à l'augmentation des salaires et à l'inflation. Impact spécifique de l'inflation Revalorisation des rentes.
TARIFICATION	↗	=	Stable.
FRANCHISES	N/A	=	Stable.

= STABLE ↗ AUGMENTATION ↘ RÉDUCTION



RACHEL GUIBERT

Group insurance director,
Publicis groupe

« Le contexte politique en France crée des incertitudes en assurances de personnes alors que la dérive médicale projetée en 2025 est actuellement estimée entre 6 et 10 %.

En outre, nous notons en prévoyance une augmentation des risques psycho-sociaux et un allongement des arrêts de travail, qui impactent plus les activités du tertiaire et qui touchent désormais toutes les générations y compris les plus jeunes : la période post-covid confirme la tendance haussière et il est clé de mettre en place des actions de prévention afin d'essayer de contrôler ces dérives.



ALAIN RONOT

VP Amrae

Au niveau mondial, la tendance globale moyenne d'augmentation des frais médicaux s'élève à 10 %, à peine inférieure au taux projeté en 2024 de 10,1 %, qui était le taux prévisionnel le plus élevé au cours des 10 dernières années.

Alors que le marché des assurances de personnes est réglementé pays par pays, des actions ciblées en matière de prévention sont à développer à travers le monde en tenant compte des spécificités locales.

Enfin, les assurances de personnes sont un élément majeur en matière de politique ESG des entreprises à travers le monde. »



RISQUE CRÉDIT





Tendances générales

CAPACITÉS

Contraction des capacités

Légère contraction des capacités des assureurs crédit qui ont vu une baisse générale de la masse assurable donc de leur chiffre d'affaires de plus de 5 %. Les défaillances d'entreprise en nombre et en montant se rapprochent des sommets historiques post crise de 2008. Le contexte est celui de la fin de la bulle Covid qui a vu le niveau des faillites artificiellement baisser par les différents mécanismes de soutien de l'État au cours des 3 dernières années.

Ce retour à la normal concerne tous les secteurs mais en particulier le bâtiment et le *retail* qui traversent depuis plusieurs mois des difficultés qui leur sont propres. Ce climat économique global n'est pas sans conséquences pour les assureurs qui voient augmenter leur sinistralité à des degrés différents, en fonction de leur exposition aux secteurs les plus fragilisés dans la période.

Les garanties sur le stock assuré deviennent très compliquées à défendre avec une volonté accrue des assureurs crédit de réduire de manière globale leur exposition, et encore plus marquée sur les exportations vers des zones avec un contexte géopolitique compliqué (dévaluation de monnaie, risque politique accru, etc.). Il y a également une plus grande prudence dans l'octroi de garanties, et des réductions sur certains secteurs (distribution, automobile, construction).

Impact spécifique du contexte géopolitique

Beaucoup plus de restrictions sur des pays plus délicats liés au contexte géopolitique (ex. Argentine ou Turquie avec une inflation galopante, Egypte ou Tunisie avec un manque de devises).

Impact spécifique changement climatique

Changement dans la politique de souscription avec refus de coter certains secteurs d'activité non éco-responsable (*trading* de charbon par exemple). Plus largement la transposition de la directive CSRD dans les entreprises fait craindre une restriction du crédit fournisseur sur certains secteurs ou sur des entreprises peu préparées.

PRIMES

Tendance oscillant entre stabilité et hausse

La situation actuelle (baisse de l'inflation et du chiffre d'affaires des clients, augmentation de la sinistralité, contexte de crise internationale, tensions politiques...) pousse à un maintien des prix voir à une légère augmentation. Sur les nouvelles souscriptions, une attention accrue des assureurs crédit est constatée notamment sur des secteurs très exposés à la sinistralité (bâtiment, commodités, retail, textile, etc.). Les secteurs très impactés par la sinistralité comme le retail, la construction, l'intérim, le secteur dy papier peuvent voir leurs primes augmenter jusqu'à 50 %.

Impact spécifique du contexte géopolitique

Sur les zones très concentrées sur l'Afrique ou certains pays asiatiques, des tarifications plus importantes n'arrivent pas à compenser les effets de baisse de volume constatés sur l'OCDE ; des baisses de primes sont à attendre voire une montée de l'auto-assurance.

TARIFICATION

Tarification stable mais tendue

La tarification est stable mais reste difficile avec des refus de cotations liés à des taux de couverture trop bas des assureurs, des demandes de prime plus élevées à la souscription nouvelle mais avec un faible taux de couverture qui rend plus difficile la souscription. Sur les contrats bénéficiaires les demandes de baisse de taux sont difficilement acceptables pour les assureurs compte tenu de la hausse de leurs ratios combinés.

Impact spécifique de l'inflation

Exercice difficile de tarification qui reste potentiellement élevée sur des secteurs où la capacité est rare avec un marché très disputé (soft commodities par exemple).

FRANCHISES

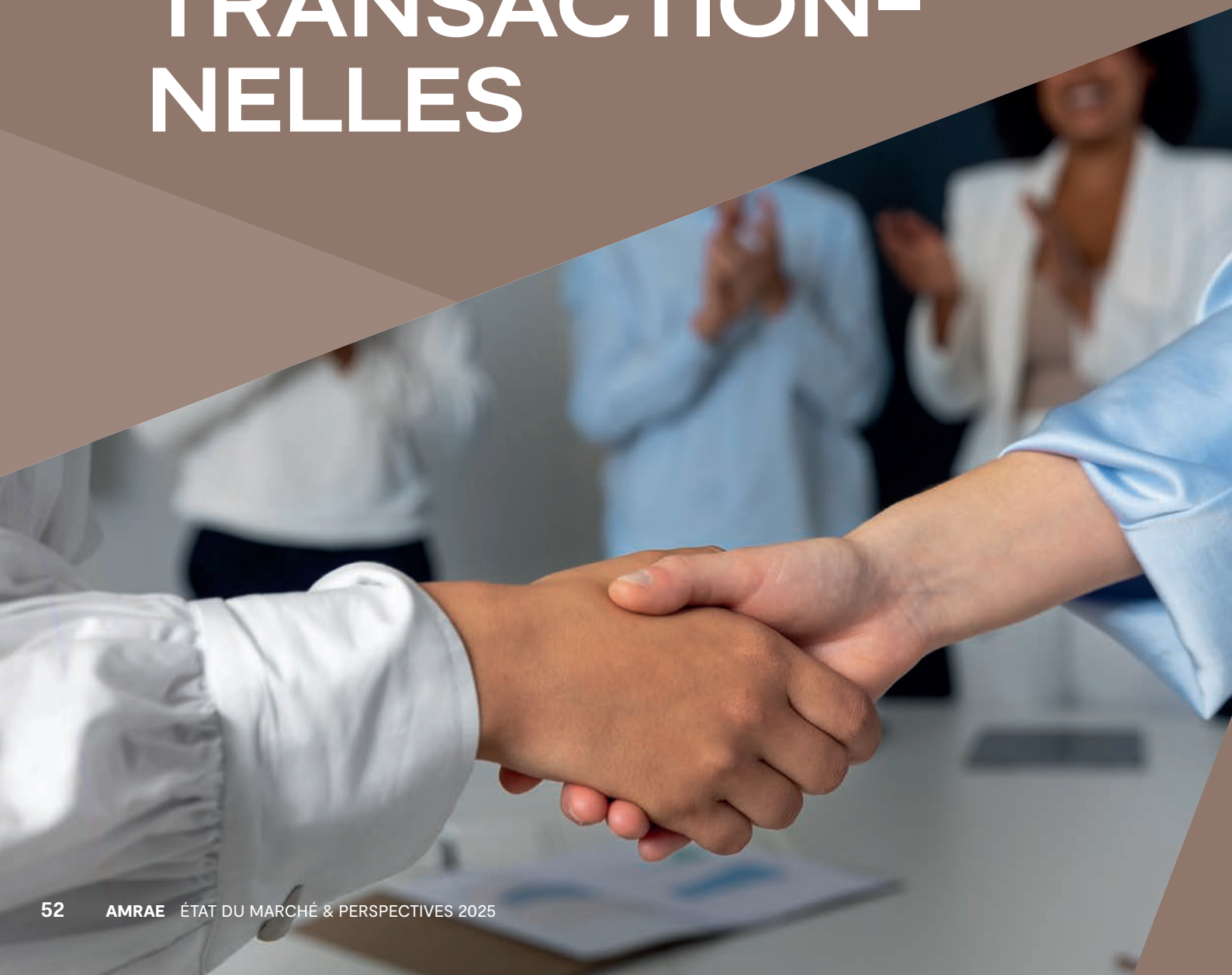
Stable

L'utilisation des franchises en assurance-crédit est très modérée dans le cadre de police classique, pas de changement pour 2024 malgré une hausse significative de la sinistralité.

Les franchises restent toujours d'actualité pour éviter de trop fortes hausses ou pour finaliser les négociations de renouvellement sur les sinistralités de fréquence avec une demande plus présente de franchise déduite plutôt que de seuils avec des montants en augmentation.



FUSIONS & ACQUISITIONS (M&A)/GARANTIES TRANSACTION- NELLES





Tendances générales

CAPACITÉS

Davantage de capacités

Plusieurs nouveaux entrants sur le marché français de l'assurance garantie de passif, et une montée en puissance de certains acteurs déjà présents avec des capacités accrues. Il est probable que cette augmentation des capacités de souscription de risques M&A français s'atténue de manière progressive en 2025 si le rebond de l'activité M&A se confirme.

Secteurs ne suivant pas cette tendance
Pharmacie, banque & assurance.

Impact spécifique du contexte géopolitique
Exclusion standard sur toutes les opérations en Russie, Ukraine et Biélorussie.

PRIMES

Forte baisse

Primes en forte baisse continue par rapport à 2023. Le nombre de transactions sur le marché a baissé alors que des investissements en capacités avaient été réalisés en 2022 et 2023, l'offre est donc en abondance et la concurrence joue à plein. Les taux sont désormais compris entre 0,8 et 1,1 % pour une opération classique sur une cible opérationnelle (hors projets infrastructure où les primes sont systématiquement entre 0,5 et 0,8 %).

TARIFICATION

Baissière

De manière générale les tarifications s'améliorent, pour les petites comme les grosses capacités, car une forte concurrence s'exerce sur chaque type d'opération.

Secteurs ne suivant pas cette tendance
Pharmacie, banque & assurance.

FRANCHISES

En nette baisse

Les franchises sont en nette baisse pour les cibles opérationnelles (sur les projets infrastructure les assureurs n'appliquent pas de franchise). Alors que des taux à 0,3 % de la valeur d'entreprise de la société cible étaient courants en 2023, c'est désormais des franchises entre 0,15 et 0,25 % qui sont la norme en 2024 avec des mécanismes de seuil (l'assuré est indemnisé intégralement de sa perte dès que le montant du seuil est dépassé).

Secteurs ne suivant pas cette tendance
Pharmacie, banque & assurance.

GLOSSAIRE

BDG : Bris de glace

CAT : Catastrophe

CBI : *Contingent Business Interruption*

CMI : Constructeurs de maisons individuelles

DINC : Dommages Immatériels Non Consécutifs

DDPE : Dommages Directs et Pertes d'exploitation

DO : Dommages Ouvrage

EnR : Energies Renouvelables

EPL : *Employment Practices Liability*/Rapports sociaux

ESG : Critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance

ESN : Entreprise de Services Numériques

IBNR : *Incurred But Not Reported*/sinistre survenu mais non déclaré

IDA : Indemnisation Directe de l'Assuré

LCD : Location de Courte Durée

LTA : *Long Term Agreement*/Contrat de longue durée

LOPMI : Loi d'Orientation et de Programmation du Ministère de l'Intérieur

MGA : *Managing General Agent*

PFAS : *Per- and polyfluoroalkyl substances* – composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés

PTL : *Pension Trustee Liability*

PVT : *Political Violence & Terrorism*

RCA : Responsabilité Civile Affréteur

RCMS : Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux

RCPN : Responsabilité Civile Prestataire sur Site Nucléaire

RUB : Russie/Ukraine/Biélorussie

SRCC : *Strike, Riot, Civil Commotion*

TMT : Technologies – Media – Télécommunications

TPM : Transport Public de Marchandises

TPV : Transport Public de Voyageurs

TRC/TRME : Tous Risques Chantiers/Montage Essai

L'AMRAE remercie les courtiers ainsi que les présidents des commissions de l'AMRAE qui se sont prêtés à cet exercice annuel.

L'AMRAE remercie François Beaume et Alain Ronot, VP Amrae, pour avoir piloté cette étude, avec le support de :

- **Benoit VRAIE,**
Directeur scientifique, Amrae
- **Géraldine BRUGUIÈRE-FONTENILLE,**
Chargée de mission, pôle scientifique et développement des régions, Amrae

À PROPOS DE L'AMRAE

L'Amrae (Association pour le Management des Risques et des Assurances de l'Entreprise) est l'association professionnelle de référence des métiers du risque et des assurances en entreprise. Elle rassemble plus de 1 800 membres appartenant à 800 organisations privées ou publiques.

L'Amrae aide ces organisations dans l'atteinte de leurs objectifs stratégiques et opérationnels pour leur permettre d'améliorer leurs performances et de maîtriser leurs risques.

L'Amrae (l'association) rassemble les acteurs majeurs des secondes et troisièmes lignes de maîtrise des risques (risk management, contrôle et audit internes, assurance et juridique). À travers ses comités scientifiques, ses publications et ses nombreuses manifestations, l'Amrae produit pour ces experts les contenus qui nourrissent leurs compétences, leur évolution dans leur métier et leur contribution à la réussite de la stratégie de l'entreprise.

Avec Amrae Formation, elle répond à leurs besoins de formation professionnelle tout au long de la vie en dispensant des formations certifiantes de haut niveau.

Amrae Les Rencontres organise le congrès annuel de référence des métiers du risque et des assurances. Ces trois jours constituent le rendez-vous métier incontournable des acteurs de la maîtrise des risques et de son financement.

Pour en savoir plus
www.amrae.fr



